

MEMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg.

Samedi, 15 novembre 1902.

N° 81.

Samstag, 15. November 1902.

Arrêté du 20 octobre 1902, fixant les statuts des caisses régionales établies pour les cantons de Capellen, Mersch, Clervaux, Redange, Wiltz, Echternach, Grevenmacher, Remich, Diekirch et Vianden.

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT ;

Vu la loi du 31 juillet 1901, concernant l'assurance obligatoire des ouvriers contre les maladies ;

Vu son arrêté du 13 septembre 1902, portant établissement des caisses régionales ;

Après avoir soumis les projets de statuts élaborés pour les caisses régionales instituées pour les cantons de Capellen, Mersch, Clervaux, Redange, Wiltz, Echternach, Grevenmacher, Remich, Diekirch et Vianden, à l'avis des assemblées réunies à Capellen, Mersch, Clervaux, Redange, Wiltz, Echternach, Grevenmacher, Remich et Diekirch, les 7, 8, 9, 10, 11, 13, 14, 15 et 16 octobre 1902, et composées au vu de l'art. 11 de la loi susvisée ;

Attendu que les statuts des dites caisses sont en concordance avec les lois et règlements ;

Arrête :

Article unique. Les statuts des caisses régionales établies pour les cantons de Capellen, Mersch, Clervaux, Redange, Wiltz, Echternach, Grevenmacher, Remich, Diekirch et Vianden, sont arrêtés définitivement et seront publiés avec le présent arrêté par la voie du *Mémorial*.

Luxembourg, le 20 octobre 1902.

Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EUSCHEN.

Beschluß vom 20 Oktober 1902, die Festsetzung der Statuten der für die Kantone Capellen, Mersch, Clerf, Redingen, Wiltz, Echternach, Grevenmacher, Remich, Diekirch und Vianden errichteten Bezirkskrankenkassen betreffend.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung ;

Nach Einsicht des Art. 11 des Gesetzes vom 31. Juli 1901, die Arbeiter-Krankenversicherung betreffend ;

Mit Bezug auf seinen Beschluß vom 15. September 1902, die Errichtung der Bezirkskrankenkassen betreffend ;

Nach Anhörung der zu Capellen, Mersch, Clerf, Redingen, Wiltz, Echternach, Grevenmacher, Remich und Diekirch gemäß vorgenanntem Art. 11 einberufenen Versammlungen, welchen der für die Bezirkskrankenkassen der Kantone Capellen, Mersch, Clerf, Redingen, Wiltz, Echternach, Grevenmacher, Remich, Diekirch und Vianden ausgearbeitete Statutenentwurf, bezw am 7., 8., 9., 10., 11. 13., 14., 15. und 16. Oktober 1902 unterbreitet wurde ;

In Erwägung, daß das Statut dieser Kassen den Gesetzen und Reglementen entspricht ;

Beschließt :

Einziger Artikel. Das Statut der für die Kantone Capellen, Mersch, Clerf, Redingen, Wiltz, Echternach, Grevenmacher, Remich, Diekirch und Vianden errichteten Bezirkskrankenkassen ist endgültig festgestellt und soll mit gegenwärtigem Beschlusse im „*Mémorial*“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 20. Oktober 1902.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Gysen.

I. — Nom, circonscription et siège de la Caisse.

Art. 1^{er}. Il est institué une caisse régionale sous le nom de *Caisse régionale de secours en cas de maladie de Capellen*, ayant son siège à Capellen, s'étendant sur le canton de Capellen et comprenant toutes les branches d'exploitation soumises à l'assurance obligatoire contre les maladies.

II. — Sociétaires.

A. Participation obligatoire et exception.

Art. 2. Sont membres de la Caisse de par la loi toutes les personnes occupées contre traitement ou salaire dans une entreprise entraînant l'assurance obligatoire contre les maladies et située dans le ressort prémentionné de la Caisse.

Sont dispensées de cette assurance obligatoire :

1^o les personnes dont l'occupation est passagère de sa nature même ou est limitée d'avance, par le contrat de travail, à un laps de temps inférieur à une semaine ;

2^o les personnes qui font partie d'une caisse de fabrique ou d'une société de secours mutuels reconnue, dès qu'elles sont agréées par le Gouvernement (art. 3, a et b de la loi) ;

3^o les fonctionnaires d'exploitation, contre-maitres et employés techniques, les employés et apprentis de commerce, dont le salaire ou traitement dépasse 10 francs par jour et 3000 francs par an.

Le lieu de l'occupation est déterminé d'après les règles tracées par l'art. 4 de la loi.

Sont considérées comme occupées également dans le ressort de la Caisse les personnes occupées, en dehors du siège d'exploitation, à des travaux partiels, dans plusieurs localités consécutives, pour le cas où la nature des travaux exige cette nécessité de déplacement.

Art. 3. Sont à exempter de l'assurance à la Caisse régionale, sur leur demande :

1^o les personnes qui, par suite de blessures, d'infirmités, de maladies chroniques ou de l'âge ne gagnent leur vie qu'insuffisamment ou d'une manière non continue, si la commune, domicile de secours, chargée de les secourir, y donne son consentement ;

2^o les personnes qui, par suite de manque de travail, seront occupées, d'une manière motivant l'assurance obligatoire, dans les établissements de bienfaisance ouverts uniquement dans le but de fournir momentanément de l'occupation aux personnes sans travail ;

3^o les fonctionnaires d'exploitation, contre-maitres et employés techniques occupés par des particuliers, des sociétés ou des collectivités, dès qu'il est constaté que ces personnes peuvent, en cas de maladie, revendiquer pendant trois semaines au moins, soit le paiement non interrompu de leur traitement ou salaire, soit la délivrance de secours équivalant à ceux fixés par l'art. 14 de la loi et que les

I. — Name, Sitz und Umfang der Kasse.

Art. 1. Unter dem Namen „Bezirks-Krankenkasse des Kantons Capellen,“ mit dem Sitz in Capellen, ist für den Kanton Capellen und für alle der Krankenversicherungspflicht unterworfenen Berufszweige eine Bezirkskrankenkasse errichtet.

II. — Mitgliedschaft.

A. Versicherungspflichtige und Befreiungen.

Art. 2. Mitglieder der Kasse sind kraft des Gesetzes alle, innerhalb des genannten Kassen-Bezirks in einem der Krankenversicherungspflicht unterworfenen Gewerbebetriebe gegen Gehalt oder Lohn beschäftigten Personen.

Von dieser Versicherungspflicht sind ausgenommen :

1) diejenigen, deren Beschäftigung durch die Natur ihres Gegenstandes oder im Voraus durch den Arbeitsvertrag auf einen Zeitraum von weniger als einer Woche beschränkt ist ;

2) diejenigen, welche Mitglieder einer durch die Regierung zugelassenen Betriebs- (Fabrik-) Krankenkasse oder einer auf Gegenseitigkeit beruhenden anerkannten Hilfskasse sind (Art. 3 a und b des Gesetzes) ;

3) diejenigen Betriebsbeamten, Werkmeister und Techniker, Handlungsgehilfen und Lehrlinge, deren Arbeitsverdienst an Lohn oder Gehalt 10 Franken für den Arbeitstag und 3000 Franken pro Jahresgehalt übersteigt.

Der Beschäftigungsort wird nach den Bestimmungen des Art. 4 des Gesetzes festgesetzt.

Als im Kassenbezirk beschäftigt gelten dann, wenn die Natur des Gewerbebetriebes es mit sich bringt, daß einzelne Arbeiten an wechselnden Orten außerhalb der Betriebsstätten ausgeführt werden, auch die mit solchen Arbeiten beschäftigten Personen für die Dauer derselben.

Art. 3. Auf ihren Antrag sind von der Kassen-Mitgliedschaft zu befreien :

1) Personen, welche in Folge von Verletzungen, Gebrechen, chronischen Krankheiten oder Alter nur theilweise oder nur zeitweise erwerbsfähig sind, wenn die unterstützungspflichtige Gemeinde der Befreiung zustimmt ;

2) Personen, welche im Falle der Arbeitslosigkeit in einer die Versicherungspflicht begründenden Art in Wohlfühlthätigkeitsanstalten beschäftigt werden, deren ausschließlicher Zweck darin besteht, arbeitslosen Personen vorübergehend Beschäftigung zu gewähren ;

3) Betriebsbeamte, Werkmeister und Techniker, Handlungsgehilfen und Lehrlinge, welche bei Privatpersonen, bei Gesellschaften oder Verbänden in Beschäftigung stehen, sofern diese Personen, in Krankheitsfällen, während wenigstens dreizehn Wochen Anspruch auf Fortzahlung des Gehaltes oder Lohnes oder auf sonstige Unterstützungen haben, deren Werth den im Art. 14 des Gesetzes

patrons présentent une garantie suffisante pour l'exécution des obligations.

L'exemption prévue par le n° 3 ne pourra être accordée qu'après la production d'une décision spéciale et approbative du Gouvernement. Elle n'est valable que pour la durée du contrat.

Elle cessera, avant l'expiration du contrat, dans les cas suivants :

a) lorsqu'elle sera annulée d'office par l'autorité de surveillance, en considération de l'incapacité du patron à remplir ses engagements ou sur la proposition de l'un des intéressés ;

b) lorsque le patron demandera la révocation de la dispense et l'inscription des intéressés à la Caisse régionale.

Cette demande ne pourra être admise si la personne exemptée est malade à l'époque de la demande d'inscription.

Aussi longtemps que les engagements ne sont pas remplis par le patron, en cas de maladie d'une personne exemptée sub n° 3, la Caisse régionale doit avancer à celle-ci, sur sa demande, les secours statutaires. Ces dépenses sont à rembourser par le patron.

B. Participation facultative.

Art. 4. Ont le droit d'entrer comme membres à la Caisse :

1° toutes les personnes employées moyennant un traitement ou un salaire, dans le ressort de la Caisse, par des patrons visés à l'art. 1^{er}, dont l'occupation est passagère de sa nature ou est limitée à l'avance par le contrat de travail à une durée de moins d'une semaine ;

2° les membres de la famille des patrons, occupés dans les entreprises visées par l'art. 1^{er}, mais non engagés par contrat de travail ;

3° les personnes occupées dans les mêmes entreprises, mais sans rémunération quelconque, même sans fourniture en nature, comme les apprentis non rémunérés ;

4° les personnes s'adonnant à domicile à un des métiers visés à l'art. 1^{er} et travaillant pour leur propre compte ;

5° les personnes exemptées de l'assurance à la Caisse régionale par le fait qu'elles font partie d'une société de secours reconnue, satisfaisant aux exigences de l'art. 3a de la loi.

Le droit de faire partie de la Caisse en qualité de sociétaire libre est retiré aux personnes susdésignées, si le revenu annuel dépasse 3000 francs.

La direction de la Caisse est autorisée à soumettre, avant l'admission, les sociétaires libres sub 1 à 4 à une visite médicale et à refuser l'admission sollicitée, si, au

festgestellten Unterstützungen gleichkommt, und die Arbeitgeber für die Erfüllung ihrer kontraktlichen Verpflichtungen ausreichend Gewähr bieten.

Die unter Nr. 3 eingeräumte Befreiung kann nur nach Vorlegung einer speziellen Genehmigung der Regierung bewilligt werden und gilt für die Dauer des Arbeitsvertrages.

Sie erlischt vor Beendigung des Arbeitsvertrages :

a) wenn sie von der Aufsichtsbehörde von Amts wegen wegen nicht genügender Leistungsfähigkeit des Arbeitgebers oder auf Antrag eines Beteiligten aufgehoben wird ;

b) wenn der Arbeitgeber die befreite Person zur Krankenversicherung anmeldet.

Die Anmeldung ist ohne rechtliche Wirkung, wenn die befreite Person zur Zeit derselben bereits erkrankt war.

Insofern im Erkrankungsfalle der gegen den Arbeitgeber bestehende Anspruch nicht erfüllt wird, ist auf Antrag der befreiten Person von der Kasse die statutenmäßige Unterstützung zu gewähren. Die zu dem Ende gemachten Aufwendungen sind von dem Arbeitgeber zu erstatten.

B. Beitrittsberechtigte.

Art. 4. Berechtigt, der Kasse als Mitglieder beizutreten, sind :

1) alle innerhalb des Kassenbezirkes von Gewerbetreibenden der im Art. 1 bezeichneten Art gegen Gehalt oder Lohn beschäftigte Personen, deren Beschäftigung durch die Natur ihres Gegenstandes oder im Voraus durch den Arbeitsvertrag auf einen Zeitraum von weniger als einer Woche beschränkt ist ;

2) diejenigen Familienangehörigen von Gewerbetreibenden der im Art. 1 bezeichneten Art, welche in den Betrieben der letzteren zwar beschäftigt werden, aber nicht auf Grund eines Arbeitsvertrages ;

3) Personen, welche ohne Entgelt und zwar sogar ohne Naturalbezüge in den im Art. 1 bezeichneten Betrieben beschäftigt sind, wie z. B. unbezahlte Lehrlinge ;

4) Personen, welche in den im Art. 1 bezeichneten Betrieben als Hausgewerbetreibende selbstständig beschäftigt sind ;

5) diejenigen Personen, welche von der Verpflichtung der Kasse anzugehören, wegen ihrer Beteiligung an einer dem Art. 3 a des Gesetzes genügenden Hilfskasse befreit sind.

Das Recht zum Beitritt fällt für die freien Mitglieder fort, sofern ihr jährliches Gesamteinkommen 3000 Franken übersteigt.

Der Kassenvorstand ist berechtigt, die sich zum freiwilligen Beitritt meldenden nicht versicherungspflichtigen Personen (Ziffer 1 bis 4) einer ärztlichen Untersuchung

moment de cette visite, il est constaté que ces personnes sont atteintes d'une maladie.

Art. 5. La direction de la Caisse peut admettre comme sociétaires libres les industriels travaillant pour leur propre compte à l'un des métiers visés à l'art. 1^{er} et n'occupant pas régulièrement au moins un ouvrier, s'ils ne sont pas âgés de plus de 45 ans et s'ils fournissent la preuve qu'ils ne sont atteints d'aucune maladie chronique et que leur revenu total annuel ne dépasse pas 3000 fr.

Art. 6. Sont considérés comme traitement ou salaire dans le sens des présents statuts, les tantièmes et les fournitures en nature.

La valeur de ces dernières est fixée d'après les prix moyens de la localité par l'autorité de surveillance.

*C. Commencement et fin de la participation
à la Caisse.*

Art. 7. Pour les personnes qui deviennent membres de la Caisse en vertu de l'art. 2 § 1^{er}, la qualité de membre commence à dater du jour où elles entrent au service.

Pour les personnes qui ont le droit de s'affilier à la Caisse (art. 4 et 5), la qualité de membre commence à dater de la déclaration adressée par écrit ou verbalement à la direction de la Caisse.

Si par contre la direction exige, avant leur admission, des personnes visées par l'art. 4, nos 1 à 4 et par l'art. 5, dans les trois jours de la réception de leur demande une visite médicale, ou si l'admission dépend d'une autre condition, la qualité de membre libre commence à dater du jour de la communication de la décision afférente de la direction de la Caisse.

Si une décision n'est pas prise par la direction dans le délai de deux semaines après la réception de la déclaration, l'admission est considérée comme un fait accompli.

La déclaration doit contenir : les nom et prénoms de l'assuré ; l'occupation à laquelle il est attaché ; son domicile au moment de la déclaration ; le salaire quotidien qu'il reçoit à la même date.

Pour les personnes désignées à l'art. 5, il y a lieu de joindre encore un certificat de naissance et une attestation du médecin.

L'assuré malade reste membre de la Caisse pendant l'allocation des secours.

Art. 8. Les personnes dont la participation à la Caisse est obligatoire (art. 2 § 1^{er}) quittent celle-ci :

1^o en suite d'une déclaration de sortie pour la fin de l'exercice financier, faite à la direction de la Caisse au moins trois mois à l'avance, et après avoir fourni, avant

unterziehen zu lassen und ihre Aufnahme abzulehnen, wenn die Untersuchung eine bereits bestehende Krankheit ergibt.

Art. 5. Als freie Mitglieder können vom Vorstand aufgenommen werden : Selbstständige Gewerbetreibende (der im Art. 1 bezeichneten Art, welche nicht regelmäßig wenigstens einen Lohnarbeiter beschäftigen, sofern sie nicht älter als 45 Jahre sind und nachweisen, daß sie an keiner chronischen Krankheit leiden und daß ihr jährliches Gesamteinkommen 3000 Franken nicht übersteigt.

Art. 6. Als Gehalt und Lohn im Sinne dieses Statutes gelten auch Tantiemen und Naturalbezüge.

Der Werth dieser letzteren wird von der Aufsichtsbehörde festgesetzt.

C. Beginn und Ende der Mitgliedschaft.

Art. 7. Für diejenigen Personen, welche auf Grund des Art. 2 § 1 Mitglieder der Kasse werden, beginnt die Mitgliedschaft mit dem Tage, an welchem sie in die Beschäftigung eintreten.

Für die zum Beitritt berechtigten Personen (Art. 4 und 5) beginnt die Mitgliedschaft mit dem Tage des Eingangs der schriftlichen oder mündlichen Anmeldung bei dem Kassenvorstande.

Verlangt jedoch der Vorstand bei den im Art. 4, Ziffer 1 bis 4, und im Art. 5 bezeichneten Personen binnen drei Tagen eine ärztliche Untersuchung, oder unterliegt die Aufnahme sonst einer Bedingung, so beginnt die Mitgliedschaft einer nichtversicherungspflichtigen Person erst mit dem Tage, an welchem derselben die diesbezügliche Entscheidung des Kassenvorstandes zugestellt wird.

Ergeht eine Entscheidung nicht binnen zwei Wochen nach Eingang der Anmeldung, so gilt die Aufnahme als bewirkt.

Die Anmeldung muß enthalten : den Vor- und Zunamen des Versicherten, die Beschäftigung in welcher er steht, seine derzeitige Wohnung, den täglichen Arbeitsverdienst, welchen er zur Zeit bezieht.

Die im Art. 5 bezeichneten Personen müssen ferner eine Geburtsurkunde und ein ärztliches Zeugnis über ihren Gesundheitszustand beilegen.

Die Mitgliedschaft dauert während des Bezuges von Krankenunterstützungen fort.

Art. 8. Die versicherungspflichtigen Mitglieder (Art. 2 § 1) scheiden aus der Kasse aus :

1) durch Austritt mit dem Schluß des Rechnungsjahres, wenn sie denselben spätestens drei Monate vor Schluß des Rechnungsjahres bei dem Vorstande anmelden

la clôture de l'exercice, la preuve qu'elles font partie d'une caisse de fabrique ou l'une société de secours mutuels reconnue, répondant aux exigences de la loi ;

2° en suite de la cessation de l'occupation motivant la participation à la Caisse.

Toutefois les membres dont l'affiliation à la Caisse cesse par suite de la cessation de l'occupation et qui ne s'adonnent pas à une autre occupation, en vertu de laquelle ils deviendraient membres d'une autre caisse de fabrique ou régionale, resteront membres de leur Caisse aussi longtemps qu'ils résideront dans sa circonscription et qu'ils en paieront les cotisations entières, y compris la part contributive des patrons, à moins qu'ils ne déclarent, dans le délai d'une semaine, leur intention contraire à la direction de la Caisse.

Art. 9. Pour tous les sociétaires libres (art. 4, 5 et 8 n° 2 § 2, la perte de la qualité de membre de la Caisse résulte soit d'une déclaration de sortie, verbale ou écrite, à partir de cette déclaration, soit du non-paiement des cotisations de deux échéances consécutives, à l'expiration de la seconde échéance.

L'affiliation volontaire des personnes visées par l'art. 8 n° 2 § 2, cesse également par une occupation imposant la participation à une autre caisse.

Les membres sortants restent tenus au paiement des cotisations échues jusqu'à l'expiration de leur affiliation à la Caisse.

D. Déclaration obligatoire des patrons et des sociétés de secours.

Art. 10. Les patrons doivent faire inscrire, au plus tard le huitième jour à dater du commencement de son engagement, et faire rayer dans le même délai de huit jours après cessation de son contrat, toute personne occupée par eux et soumise à l'assurance obligatoire.

Ces déclarations se feront par écrit auprès du caissier-comptable.

La déclaration de sortie doit contenir : les nom, prénoms et l'âge de l'assuré ; le genre de l'occupation de celui-ci ; le salaire quotidien ; la date de l'entrée dans l'occupation.

La déclaration de sortie doit contenir : les nom et prénoms du sortant ; la date de la sortie de l'occupation.

S'il survient au profit d'une personne non-soumise à l'assurance obligatoire selon le contrat de travail, un changement de condition entraînant à sa suite l'affiliation obligée à la Caisse régionale, le patron est tenu également d'en faire la déclaration par écrit au plus tard huit jours après ce chan-

and vor dem Ablauf des Rechnungsjahres nachweisen, daß sie Mitglieder einer Betriebs- (Fabrik-) Krankenkasse oder einer den gesetzlichen Bestimmungen entsprechenden Hilfskasse sind ;

2) durch Ausscheiden aus der die Mitgliedschaft begründeten Beschäftigung.

Kassenmitglieder, welche jedoch aus der die Mitgliedschaft begründenden Beschäftigung ausscheiden und nicht zu einer neuen Beschäftigung übergehen, vermöge welcher sie Mitglieder einer anderen Fabrik- oder Bezirkskrankenkasse würden, bleiben Mitglieder ihrer Kassen, so lange sie sich im Bezirk derselben aufhalten und die vollen Kassenbeiträge einschließlich des Zuschusses der Arbeitgeber entrichten, es sei denn, daß sie beim Kassenvorstande anderweitige Absichten in einem Zeitraum von acht Tagen bekunden.

Art. 9. Für alle der Kasse freiwillig beigetretenen Mitglieder (Art. 4, 5 und 8, Nr. 2 § 2) erlischt die Mitgliedschaft entweder durch mündliche oder schriftliche Austrittserklärung mit dem Tage dieser Erklärung, oder, falls die Kassenbeiträge an zwei aufeinander folgenden Terminen nicht gezahlt werden, mit dem zweiten Zahlungsstermine.

Die freiwillige Mitgliedschaft der im Art. 8 Nr. 2 § 2 bezeichneten Personen erlischt gleichfalls durch Übergang zu einer andern Beschäftigung, vermöge welcher sie Mitglieder einer andern Kasse werden.

Für die bis zum Erlöschen der Mitgliedschaft fällig gewordenen Beiträge bleiben die Ausgeschiedenen haftbar.

D. Meldepflicht der Arbeitgeber und der Hilfskassen.

Art. 10. Die Arbeitgeber haben jede von ihnen beschäftigte versicherungspflichtige Person spätestens am achten Tage nach dem Beginn der Beschäftigung anzumelden und spätestens am achten Tage nach Beendigung der Beschäftigung abzumelden.

Die Meldungen geschehen schriftlich beim Rechnungsführer.

Die Anmeldung muß enthalten : den Vor- und Zunamen, sowie das Alter des Versicherten, die Art seiner Beschäftigung, den täglichen Arbeitsverdienst, den Zeitpunkt des Eintritts in die Beschäftigung.

Die Abmeldung muß enthalten : den Vor- und Zunamen des Abzumeldenden, den Zeitpunkt des Austritts aus der Beschäftigung.

Wenn bei einer Person, welche auf Grund ihrer Beschäftigung der Versicherungspflicht bisher nicht unterlag, eine Veränderung eintritt, durch welche sie Mitglied der Kasse wird, so hat der Arbeitgeber auch für diese Person spätestens am achten Tage nach Eintritt

sement de condition. Au lieu du jour de l'entrée en occupation, il déclarera le jour de la mutation des conditions.

Tout changement de salaire d'un membre nécessitant un changement de classe du sociétaire doit être également déclaré par le patron dans le même délai de huit jours, conformément à l'alinéa ci-dessus.

L'observation de ces obligations est passible d'une amende d'ordre de 20 fr. au maximum, à prononcer par l'autorité de surveillance, sans préjudice des conséquences civiles de l'art. 7 de la loi.

Art. 10bis. Si la personne déclarée est membre d'une société de secours mutuels agréée (art. 3a de la loi) et qu'elle veut profiter de l'exemption de l'assurance à la Caisse régionale, le patron doit déclarer cette affiliation.

A la demande de la direction, cette personne doit prouver qu'elle continue à être membre d'une société de secours mutuels agréée, et aussi longtemps qu'elle n'aura pas rapporté cette preuve, elle pourra être traitée comme membre de la Caisse régionale.

Les sociétés de secours mutuels agréées dont s'agit sont tenues de déclarer, dans les huit jours, la sortie de leurs membres soumis à l'assurance obligatoire, à la direction de la Caisse régionale, sous peine d'une amende d'ordre à prononcer par le Gouvernement.

III. — Secours.

A. Nature des secours.

Art. 11. La Caisse accorde à ses membres :

- a) un secours en cas de maladie, conformément aux art. 13 à 18 ;
- b) un secours aux femmes en couches, conformément à l'art. 19 ;
- c) une indemnité mortuaire, conformément à l'art. 20.

Les secours dus aux sociétaires en vertu des dispositions qui précèdent, ne peuvent être, avec effet légal, ni saisis, ni transférés, ni donnés en gage. Ces secours ne peuvent être décomptés que sur des cotisations arriérées.

B. Fixation des secours et des cotisations. — Salaire quotidien moyen.

Art. 12. Pour le calcul du montant des secours aux malades et des cotisations, les membres de la Caisse sont divisés en six classes :

première classe : sociétaires dont le salaire par jour est de fr. 4,50 et au-dessus ;

der Veränderung schriftlich die vorschriftsmäßige Anmeldung zu bewirken. Dabei ist an Stelle des Eintritts in die Beschäftigung der Zeitpunkt dieser Veränderung anzugeben.

Desgleichen sind Änderungen in dem täglichen Arbeitsverdienst eines Kassenmitgliedes, welche die Versetzung in eine andere Mitgliederklasse zur Folge haben, von dem Arbeitgeber spätestens am achten Tage nach Eintritt derselben schriftlich bei der in Absatz 2 bezeichneten Stelle anzumelden.

Die Versäumnis dieser Verpflichtungen zieht Ordnungsstrafen bis zu 20 Franken nach sich, welche von der Überwachungsbehörde verhängt werden, unbeschadet der civilrechtlichen Folgen (Art. 7 des Gesetzes).

Art. 10bis. Ist der Angemeldete Mitglied einer auf Gegenseitigkeit beruhenden und genehmigten Hilfskasse (Art. 3a des Gesetzes) und beansprucht er somit die Befreiung von der Mitgliedschaft in der Bezirkskasse, so muß der Arbeitgeber ebenfalls dieses Verhältnis anmelden.

Diese Person kann zum Nachweise der fortdauernden Mitgliedschaft in gesagter Hilfskasse angehalten werden ; so lange dieser Nachweis nicht erbracht ist, kann dieselbe als Mitglied der Bezirkskasse behandelt werden.

Die oben angeführten Hilfskassen müssen den Austritt ihrer an und für sich versicherungspflichtigen Mitglieder bei dem Vorstande der Bezirkskasse spätestens in acht Tagen melden, unter den durch die Regierung zu verhängenden Ordnungsstrafen.

III — Unterstützungen.

A. Arten der Unterstützung.

Art. 11. Die Kasse gewährt ihren Mitgliedern :

- a) eine Krankenunterstützung nach Maßgabe der Art. 13 bis 18 ;
- b) eine Wöchnerinnen-Unterstützung nach Maßgabe des Art. 19.
- c) ein Sterbegeld nach Maßgabe des Art. 20.

Die den Mitgliedern hiernach zustehenden Forderungen können mit rechtlicher Wirkung weder verpfändet, noch übertragen, noch gepfändet werden ; sie dürfen nur auf geschuldete Eintrittsgelder und Beiträge, welche von dem Mitgliede selbst einzuzahlen waren, aufgerechnet werden.

B. Maßstab für die Bemessung der Unterstützungen und Beiträge — Durchschnittlicher Tageslohn.)

Art. 12. Als Maßstab für die Bemessung des Krankengeldes werden die Kassenmitglieder in sechs Klassen eingetheilt :

1. Klasse : Kassenmitglieder, deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag Fr. 4,50 und mehr beträgt ;

Deuxième classe : sociétaires dont le salaire par jour est de fr. 3,50 à 4,50 ;

Troisième classe : sociétaires dont le salaire par jour est de fr. 2,50 à 3,50 ;

Quatrième classe : sociétaires du sexe féminin dont le salaire par jour est de moins de fr. 2,50 ;

Cinquième classe : sociétaires du sexe masculin, âgés de moins de seize ans et dont le salaire par jour est de moins de fr. 2,50 ;

Sixième classe : sociétaires du sexe féminin de moins de seize ans et dont le salaire par jour est de moins de fr. 2,50.

Le salaire quotidien moyen est fixe jusqu'à nouvelle décision :

Pour la première classe, a	fr. 4 50
Pour la deuxième classe, a	" 3 75
Pour la troisième classe, a	" 2 75
Pour la quatrième classe, a	" 1 75
Pour la cinquième classe, a	" 1 50
Pour la sixième classe, a	" 1 25

Chaque sociétaire sera, d'après le salaire indiqué dans sa déclaration d'entrée, rangé par la direction de la Caisse dans une des quatre classes qui sera portée dans le livret de quittances (art. 36) délivré à son nom.

Des passages dans une classe supérieure ou inférieure n'ont lieu toutefois, en cas de changement de salaire, que de trimestre en trimestre.

Les personnes qui se font admettre en qualité de sociétaires libres, en vertu de l'art. 5, doivent indiquer la classe à laquelle elles entendent appartenir ; la répartition sera faite par la direction de la Caisse.

Il sera statué par l'autorité de surveillance sur les réclamations des membres contre la fixation des classes.

C. Secours aux malades.

Art. 13. Comme secours aux malades il sera accordé aux sociétaires, en cas de maladie, ou en cas d'incapacité de travail provoquée par la maladie :

1° depuis le début de la maladie, la gratuite des secours médicaux et des médicaments ;

2° la fourniture de lunettes, de bandages et d'autres moyens thérapeutiques nécessaires à la guérison du malade, ou au rétablissement et à la conservation de sa capacité de travail à la fin du traitement médical ;

3° en cas d'incapacité de travail, à partir du troisième jour après celui où la maladie a commencé, pour chaque journée de travail (c'est-à-dire pour chaque journée de la semaine, excepté les dimanches, mais y compris les jours

2. Klasse : Kassenmitglieder, deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag Fr. 3,50 bis 4,50 beträgt ;

3. Klasse : Kassenmitglieder, deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag Fr. 2,50 bis Fr. 3,50 beträgt ;

4. Klasse : Weibliche Kassenmitglieder, deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag weniger als Fr. 2,50 beträgt ;

5. Klasse : Männliche Kassenmitglieder, welche weniger als 16 Jahre alt sind und deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag weniger als Fr. 2,50 beträgt ;

6. Klasse : Weibliche Kassenmitglieder, welche weniger als 16 Jahre alt sind und deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag weniger als Fr. 2,50 beträgt.

Der durchschnittliche Tageslohn ist bis auf Weiteres festgesetzt :

Für die erste Klasse auf Fr.	4,50
" " zweite " " "	3,75
" " dritte " " "	2,75
" " vierte " " "	1,75
" " fünfte " " "	1,50
" " sechste " " "	1,25

Jedes Kassenmitglied wird auf Grund seiner Anmeldung nach Maßgabe des darin angegebenen Arbeitsverdienstes durch den Kassenvorstand einer Klasse zugetheilt, welche in das Quittungsbuch des Kassenmitgliedes (Art. 36) einzutragen ist

Verlegungen in eine höhere oder niedrigere Klasse finden bei verändertem Arbeitsverdienst jedoch nur von Vierteljahr zu Vierteljahr statt.

Die nach Art. 5 als freiwillige Mitglieder aufzunehmenden Personen haben anzugeben, zu welcher Klasse sie treten wollen ; die Zuteilung erfolgt durch den Kassenvorstand.

Beschwerden der Mitglieder gegen die Feststellung der Klasse werden von der Aufsichtsbehörde entschieden.

C. Krankenunterstützung für Kassenmitglieder.

Art. 13. Als Krankenunterstützung wird den Kassenmitgliedern im Falle einer Krankheit oder durch Krankheit herbeigeführten Erwerbsunfähigkeit gewährt :

1. Vom Beginne der Krankheit ab, freie ärztliche Behandlung und Arznei ;

2. Die Lieferung von Brillen, Bruchbändern und ähnlichen Vorrichtungen oder Heilmitteln, welche zur Heilung des Erkrankten oder zur Herstellung und Erhaltung der Erwerbsfähigkeit nach beendigem Heilverfahren erforderlich sind ;

3. Im Falle der Erwerbsunfähigkeit vom dritten Tage nach dem Tage der Erkrankung ab, für jeden Arbeitstag (Kalendertag ausschließlich der Sonntage, aber ein-

ouvrables de la semaine sur lesquels tombent des fêtes), un secours en argent *), savoir :

- a) aux sociétaires de première classe . . fr. 2 25
- b) aux sociétaires de deuxième classe . . " 1 87½
- c) aux sociétaires de troisième classe . . " 1 37½
- d) aux sociétaires de quatrième classe . . " 0 87½
- e) aux sociétaires de cinquième classe . . " 0 75
- f) aux sociétaires de sixième classe . . " 0 62½

Pour les sociétaires travaillant à la pièce ou dont le gain est variable, le salaire quotidien moyen est à calculer d'après la moyenne du gain des trois dernières périodes qui ont précédé la maladie, comme il est dit à l'art. 31 pour le calcul des cotisations.

Si la personne tombée malade ne faisait pas partie de la Caisse depuis trois périodes, cette moyenne sera fixée selon le gain d'un sociétaire appartenant au même métier. La fixation est faite par la direction de la Caisse, en prenant en considération les déclarations sur le salaire gagné et les modifications y apportées.

Les secours médicaux sont accordés pour la durée de la maladie; ils cessent d'être fournis à la fin de la treizième semaine depuis le début de la maladie; en cas d'incapacité de travail (al. 1, chiffre 3) ils cessent au plus tard à la fin de la treizième semaine qui suit le jour à partir duquel il a été accordé le premier secours pécuniaire. Lorsque les secours en argent ne cessent qu'après l'expiration de la treizième semaine depuis le début de la maladie, le droit aux secours mentionnés à l'alinéa 1^{er}, n^{os} 1 et 2, cessera avec ceux-ci.

Art. 14. Aux secours visés à l'art. 13 sont substitués, sur la proposition du médecin et de la direction, les soins gratuits dans un hôpital.

Si le sociétaire refuse, malgré l'ordre du médecin, d'entrer à l'hospice ou s'il quitte le ressort de la Caisse sans l'autorisation de la direction, par lequel fait il se soumettrait au contrôle, il perd tout droit au secours en argent.

Le placement dans un hôpital de sociétaires mariés ou de personnes qui ont leur propre ménage ou qui font partie du ménage de leur famille, ne peut être prescrit sans leur consentement que lorsque, suivant la déclaration du médecin, la nature de la maladie exige un traitement et un entretien que le malade ne peut avoir dans sa famille, si la maladie est contagieuse, si le malade refuse à différentes

*) Il est à remarquer que le secours en argent n'est pas payé, si le malade est capable d'occuper, pour lui ou pour autrui, un emploi rémunérateur quelconque, tel que le travail des champs, etc. Les membres qui se sont fait délivrer des secours sans être malades, peuvent être obligés par le comité de restituer les sommes ainsi perçues, sans préjudice de toutes autres peines légales.

schließlich der auf einen Werktag fallenden Feiertage) ein Krankengeld, *) und zwar :

- a) für Mitglieder der ersten Klasse, von Fr. 2,25
- b) für Mitglieder der zweiten Klasse, von Fr. 1,87½
- c) für Mitglieder der dritten Klasse, von Fr. 1,37½
- d) für Mitglieder der vierten Klasse, von Fr. 0,87½
- e) für Mitglieder der fünften Klasse, von Fr. 0,75
- f) für Mitglieder der sechsten Klasse, von Fr. 0,62½

Für Mitglieder, deren Löhnung nach Vorordnungen oder in wechselnder Höhe erfolgt, wird der Durchschnittsverdienst der drei letzten der Erkrankung vorausgegangenen, für die Zahlung der Beiträge im Art. 31 vorgeschriebenen Perioden, oder wenn das erkrankte Mitglied nicht während dieser ganzen Zeit der Kasse angehörte, der Durchschnittsverdienst eines in gleichartiger Beschäftigung stehenden Mitgliedes zu Grunde gelegt. Die Feststellung erfolgt durch den Vorstand unter Berücksichtigung der eingegangenen Anmeldungen über die Höhe des täglichen Arbeitsverdienstes und der darin eingetretenen Veränderungen.

Die Krankenunterstützung wird für die Dauer der Krankheit gewährt; sie endet spätestens mit dem Ablauf der dreizehnten Woche nach Beginn der Krankheit, im Falle der Erwerbsunfähigkeit (Abt. 1, Ziffer 3) spätestens mit Ablauf der dreizehnten Woche nach Beginn des Krankengeldbezuges. Endet der Bezug des Krankengeldes erst nach Ablauf der dreizehnten Woche nach dem Beginn der Krankheit, so endet mit dem Bezuge des Krankengeldes zugleich auch der Anspruch auf die im Absatz 1 unter Ziffer 1 und 2 bezeichneten Leistungen.

Art. 14. An die Stelle der im Art. 13 bezeichneten Unterstützungen tritt auf Antrag des Arztes und Verfühlung des Vorstandes freie Kur und Verpflegung im Krankenhaus.

Kassenmitglieder, welche trotz vom Arzte erklärter Nothwendigkeit den Eintritt in das Krankenhaus ablehnen, oder sich der Krankenkontrolle durch Verlassen des Kassenbezirks, ohne hierzu die Ermächtigung des Vorstandes erbeten und erlangt zu haben, entziehen, verlieren jeden Anspruch auf Krankengeld.

Für solche Kassenmitglieder, welche verheiratet sind, oder eine eigene Haushaltung haben, oder Mitglieder der Haushaltung ihrer Familie sind, kann die Unterbringung im Krankenhaus ohne ihre Zustimmung nur dann angeordnet werden, wenn die Art der Krankheit Anforderungen an die Behandlung oder Verpflegung stellt, welchen in der Familie des Erkrankten nicht genügt

*) Es ist zu bemerken, daß das Krankengeld nicht ausbezahlt wird, wenn das Mitglied gewinnbringende Arbeit für sich oder für andere z. B. landwirtschaftliche Arbeit zu verrichten fähig ist.

Mitglieder, welche überführt werden, daß sie durch Scheinkrankheit sich von der Krankenkasse Unterstützungen ausbändigen lassen, können durch den Vorstand angehalten werden, dieselben im vollen Umfange zu erstatten, abgesehen von allen anderen gesetzlichen Strafen.

reprises de se conformer aux prescriptions de l'art. 24, ou si l'état du malade et sa conduite exigent une surveillance continue.

Lorsque le malade admis à l'hôpital laisse des personnes de sa famille à l'entretien desquelles il a pourvu jusque là par son travail, il lui sera fourni la moitié, et s'il n'a point de personnes de sa famille à sa charge, il lui sera fourni un quart du secours en argent fixe à l'art. 13, n° 3.

Art 15. Les membres volontaires dont s'occupe l'art. 8, n° 2, § 2, perdent tout droit à des secours quelconques, dès qu'ils séjournent en dehors de la circonscription de la Caisse régionale.

Art. 16. Le membre qui aura touché les secours statutaires pendant treize semaines, soit consécutives, soit réparties sur la durée d'une année, n'obtiendra que le minimum légal de secours, s'il lui survient une nouvelle maladie, et il ne pourra toucher de nouveau l'intégralité des secours statutaires qu'après une période d'une durée minima de treize semaines écoulées entre la date du dernier secours qu'il a reçu et le début de sa nouvelle maladie.

Art 17 Les sociétaires qui auront commis une action frauduleuse au détriment de la Caisse, seront privés entièrement du secours en argent statutaire pendant les douze mois qui suivront le délit. Cette même restriction sera applicable, pour la durée de la maladie, aux assurés qui se seront rendus malades, soit avec préméditation, soit en participant de leur propre volonté à des rixes ou à des émeutes, soit par l'abus des boissons ou par suite de débauche.

Art. 18. Les secours en argent accordés aux membres de la Caisse régionale qui font partie d'une autre assurance contre la maladie seront réduits de telle manière que le total des secours à toucher ne dépassera pas le montant intégral du salaire quotidien moyen de ces personnes.

Les sociétaires seront obligés de porter à la connaissance de la direction les engagements qu'ils auront contractés envers d'autres caisses accordant des secours en cas de maladie. Cette déclaration devra se faire dans les huit jours de l'admission à la Caisse régionale, ou lorsque l'assurance aura été passée à une époque postérieure à l'admission, dans les huit jours de la conclusion de la nouvelle assurance. L'omission de cette déclaration entraîne une amende d'ordre ne dépassant pas 20 fr.

Ces personnes ne peuvent obtenir le traitement gratuit

werden kann, oder wenn die Krankheit eine ansteckende ist, oder wenn der Erkrankte wiederholt den in Art. 24 erwähnten Vorschriften zuwidergehandelt hat, oder wenn dessen Zustand oder Verhalten eine fortgesetzte Beobachtung erfordert.

Die im Krankenhause Untergebrachten erhalten, wenn sie Angehörige haben, deren Unterhalt sie bisher aus ihrem Arbeitsverdienst bestritten haben, die Hälfte des im Art. 13 Ziffer 3 als Krankengeld festgesetzten Betrages für diese Angehörigen, und wenn sie keine derartige Angehörige haben, ein Viertel des in § 13 Ziffer 3 festgesetzten Krankengeldes.

Art. 15. Die freien, auf Grund des Art. 8 Nr. 2, § 2 der Kasse angehörnden, nicht versicherungspflichtigen Mitglieder, verlieren jeden Anspruch auf Unterstützung durch ihren Aufenthalt außerhalb des Kassenbezirks.

Art. 16. Einem Kassennmitglied, welches die statutenmäßigen Unterstützungen ununterbrochen oder im Laufe eines Kalenderjahres für dreizehn Wochen bezogen hat, wird im Falle einer neuen Erkrankung nur mehr der gefällige Mindestbetrag der Krankenunterstützung gewährt. Dasselbe Mitglied kann erst nach Ablauf einer Zeitperiode von wenigstens dreizehn Wochen vom Tage der letzten Unterstützungszuwendung ab bis zum Eintritt der neuen Erkrankung die vollen statistarischen Unterstützungsbeträge wieder beziehen.

Art. 17. Mitgliedern, welche die Kasse durch eine strafbare Handlung geschädigt haben, wird für die Dauer von zwölf Monaten seit Begehung der Strathat ein Krankengeld nicht gewährt. Dasselbe gilt für Mitglieder, welche sich eine Krankheit vorsätzlich oder durch schuldhaftige Betheiligung bei Schlägereien oder Raufhändeln, durch Trunkfälligkeit oder geschlechtliche Ausschweifung zugezogen haben, für die Dauer dieser Krankheit.

Art 18. Mitgliedern, welche gleichzeitig anderweit gegen Krankheit versichert sind, wird das Krankengeld soweit gekürzt, daß es zusammen mit dem aus der anderweiten Versicherung bezogenen Krankengelde den vollen Betrag ihres durchschnittlichen täglichen Arbeitsverdienstes nicht übersteigt.

Die Mitglieder sind verpflichtet, andere von ihnen eingegangene Versicherungsverhältnisse, aus welchen ihnen Ansprüche auf Krankenunterstützung zustehen, sofern sie zur Zeit des Eintritts in die Kasse bereits bestanden, binnen einer Woche nach dem Eintritt, sofern sie später abgeschlossen werden, binnen einer Woche nach dem Abschlusse, dem Kassenvorstande anzuzeigen. Die Veräumnis dieser Verpflichtung zieht Ordnungsstrafe bis zu zwanzig Franken nach sich.

Die Kosten der ärztlichen Behandlung und der Arznei

aux frais de la Caisse régionale qu'en tant que ce traitement ne leur est pas fourni par l'autre assurance.

Les membres de cette caisse ne peuvent appartenir en même temps à une autre caisse régionale ou à une caisse de fabrique.

D. Secours aux femmes en couches. membres de la Caisse.

Art. 19. Aux femmes-sociétaires il est versé, en cas d'accouchement, pour les quatre premières semaines, après leurs couches, le même secours en argent que touchent les sociétaires en cas de maladie, si elles ont fait partie dans le courant des douze mois précédant leur accouchement, à compter du jour de ce dernier, au moins pendant six mois d'une caisse de maladie fondée en vertu de la loi sur l'assurance obligatoire contre les maladies. Les maladies survenant pendant l'accouchement ou les couches donnent droit aux mêmes secours que les autres maladies.

E. Indemnité mortuaire pour les sociétaires.

Art. 20. En cas de décès d'un membre, la Caisse accorde aux survivants une indemnité mortuaire de vingt fois le salaire quotidien moyen se montant à :

1 ^o pour les sociétaires de 1 ^{re} classe, à	80 fr.
2 ^o pour les sociétaires de 2 ^e classe, à	75 fr.
3 ^o pour les sociétaires de 3 ^e classe, à	55 fr.
4 ^o pour les sociétaires de 4 ^e classe, à	40 fr.
5 ^o pour les sociétaires de 5 ^e classe, à	40 fr.
6 ^o pour les sociétaires de 6 ^e classe, à	40 fr.

Si un sociétaire meurt après le terme final de l'allocation des secours, l'indemnité funéraire sera tout de même accordée, dès que l'incapacité de travail s'est prolongée jusqu'au décès et que le décès est la conséquence de la même maladie et qu'il a eu lieu au plus tard avant l'expiration d'un an à compter de la fin de l'allocation des secours.

L'indemnité funéraire n'est pas due lorsque la mort est intentionnelle.

F. Début et fin des droits aux secours.

Art. 21. Le droit aux secours commence pour les personnes appartenant à la Caisse, en vertu de l'art 2 des statuts, le jour où elles sont devenues membres de la Caisse.

Les personnes membres libres de la Caisse (art. 4 et 5 des statuts) n'ont pas droit à des secours, si elles tombent malades avant les six semaines du jour de leur admission.

Art. 22. Les membres qui cessent de gagner un salaire après leur sortie de la Caisse et qui tombent malades pendant ce chômage, conservent le droit au minimum des secours, mais seulement pour un temps qui ne peut excéder celui depuis lequel ils sont membres de la Caisse et au plus pour trois semaines.

Si, dans ces cas, les ayants-droit résident en dehors du

werden nur dann durch die Bezirkskasse bestritten, sofern diese Auslagen nicht durch die andere Versicherungsanstalt übernommen sind.

Die Mitglieder dieser Kasse dürfen nicht zugleich einer andern Bezirks- oder einer Fabrikasse angehören.

9. Weiblichen = Unterstützung für Kassenmitglieder.

Art. 19. Weiblichen Mitgliedern, welche innerhalb des letzten Jahres, vom Tage der Entbindung ab gerechnet, mindestens sechs Monate hindurch einer auf Grund des Krankenversicherungsgesetzes errichteten Krankenkasse angehört haben, wird im Falle der Entbindung, auf die Dauer von vier Wochen nach ihrer Niederkunft, eine Unterstützung in Höhe des Krankengeldes gewährt. Erkrankungen, welche bei der Entbindung oder während der Dauer des Wochenbettes eintreten, begründen denselben Anspruch auf Unterstützung wie andere Erkrankungen.

10. Sterbegeld für Kassenmitglieder.

Art. 20. Für den Todesfall eines Mitgliedes gewährt die Kasse ein Sterbegeld im zwanzigfachen Betrage des durchschnittlichen Tagelohnes und zwar :

1) für Mitglieder der ersten Klasse von	80 Fr.
2) für Mitglieder der zweiten Klasse von	75 Fr.
3) für Mitglieder der dritten Klasse von	55 Fr.
4) für Mitglieder der vierten Klasse von	40 Fr.
5) für Mitglieder der fünften Klasse von	40 Fr.
6) für Mitglieder der sechsten Klasse von	40 Fr.

Verstirbt ein als Mitglied der Kasse Erkrankter nach Beendigung der Krankenunterstützung, so ist das Sterbegeld zu gewähren, wenn die Erwerbsunfähigkeit bis zum Tode fortgedauert hat, und der Tod infolge derselben Krankheit vor Ablauf eines Jahres nach Beendigung der Krankenunterstützung eingetreten ist.

Bei Selbstmord ist das Sterbegeld nicht geschuldet.

11. Anfang und Ende der Unterstützungsansprüche.

Art. 21. Das Recht auf die Unterstützung beginnt für diejenigen, welche der Kasse auf Grund des Art. 2 angehören, mit dem Tage des Beginns der Mitgliedschaft.

Diejenigen, welche auf Grund der Art. 4 und 5 freiwillige Mitglieder der Kasse werden, haben keinen Unterstützungsanspruch, wenn der Unterstützungsfall eintritt, bevor sechs Wochen seit ihrer Anmeldung verstrichen sind.

Art. 22. Mitglieder, welche nach dem Ausscheiden aus der Kasse erwerbslos werden und während der Dauer dieser Erwerbslosigkeit krank werden, behalten ihre Ansprüche auf die gesetzlichen Mindestleistungen, jedoch nicht für einen längeren Zeitraum als sie der Kasse angehört haben und höchstens für drei Wochen.

Wenn in diesen Fällen der Unterstützungsberichtigte

rayon de la Caisse, l'art. 53 de la loi du 31 juillet 1901 est applicable.

G. Distribution des secours.

Art. 23. Pour le traitement gratuit des membres de la Caisse et la fourniture des médicaments, la direction conclura des conventions avec des médecins, des pharmaciens et des hôpitaux, s'il y a moyen pour les derniers.

Ces conventions sont dressées en double et par écrit ; leur durée ne pourra dépasser trois années.

Les dites conventions doivent être conformes aux conditions suivantes :

1° En dehors des médecins et pharmaciens contractants, tous les médecins et pharmaciens, autorisés à pratiquer dans le Grand-Duché, et déclarant par écrit leur adhésion aux règles fixées dans les contrats susdits, seront portés sur une liste, tenue à jour et publiée conformément à l'art. 68.

2° Au début de chaque maladie, les malades auront le droit de choisir sur cette liste un médecin et un pharmacien ; ce choix ne pourra plus être modifié pendant le cours de la même maladie qu'avec l'autorisation du président de la Caisse.

3° Tous les médecins agréés par la Caisse seront rémunérés selon le système à fixer, après avis du Collège médical, par l'assemblée générale.

4° Tous les frais de voyage exposés dans l'intérêt de membres de la Caisse et de clients non sociétaires doivent être compensés au profit de la Caisse, au prorata du nombre total des malades soignés durant le cours d'un même voyage.

A moins d'une disposition préalable de la direction, seules les distances parcourues dans la circonscription de la Caisse entreront en computation.

5° Pour la prescription des médicaments, des eaux minérales, des vins, des bandages et autres moyens thérapeutiques, les médecins traitants suivront les règles générales prescrites par le Gouvernement pour le traitement des malades soignés aux frais des bureaux de bienfaisance et celles à édicter, sur avis du Collège médical, par la direction de la Caisse.

6° Un contrôle des malades sera organisé par la direction et tous les médecins agréés devront s'y soumettre sans restriction aucune.

7° Les pharmaciens devront fournir à la Caisse, au moins sous les mêmes conditions qu'aux bureaux de bienfaisance, les médicaments, vins, eaux minérales, bandages et autres instruments thérapeutiques.

8° Les malades traités dans un hôpital n'appartenant pas à la Caisse, doivent se soumettre aux règles de l'établissement.

9° Les hommes de l'art n'observant pas consciencieusement les règles qui les concernent, pourront être dénon-

cé au dehors du District de la Caisse, si l'art. 53 de la loi du 31. Juli 1901 est applicable.

G. Leistungen der Unterstützungen.

Art. 23. Zweck der freien ärztlichen Behandlung der Kranken und Lieferung der Arzneien hat der Rassenvorstand mit den Ärzten, Apothekern und, wenn thunlich, mit Krankenhäusern schriftliche Verträge abzuschließen und zwar in doppelter Ausfertigung und höchstens für die Dauer von drei Jahren.

Diese Verträge müssen folgenden Bedingungen entsprechen :

1) Außer den kontrahierenden Ärzten und Apothekern werden alle zur Ausübung der Heilkunde im Großherzogthum zugelassenen Ärzte und Apotheker, welche den Vertragsbestimmungen schriftlich beistimmen, in eine laufende, gemäß Art. 68 zu veröffentlichende Liste eingetragen.

2) Beim Eintritt jeder Krankheit hat der Kranke das Recht aus dieser Liste einen Arzt und einen Apotheker zu wählen. Eine Abänderung an dieser Wahl während dem Laufe derselben Krankheit ist nur mit Genehmigung des Präsidenten des Rassenvorstandes zulässig.

3) Die Bezahlung aller zugelassenen Ärzte erfolgt nach einem durch die Generalversammlung nach Anhörung des Medicinalcollegiums zu bestimmenden Modus.

4) Alle Reisekosten, welche im Interesse von Rassenmitgliedern und andern nicht zur Casse gehörigen Klienten verursacht werden, sind der Casse im Verhältnis der Gesamtzahl der im Laufe derselben Reise besuchten Kranken zu vergüten.

In Rechnung werden nur die im District der Casse ausgeführten Reisen gebracht, sofern der Rassenvorstand nicht anders bestimmt hat.

5) Beim Verordnen der Arzneien, der Mineralwässer, der Weine, der Bruchbänder und aller andern Heilmittel beobachten die Ärzte die durch die Regierung zwecks Behandlung der auf Kosten der Armenpflege behandelten Kranken getroffenen Bestimmungen, sowie die durch den Rassenvorstand, nach Anhörung des Medicinalcollegiums, zu erlassenden Vorschriften.

6) Der Rassenvorstand ordnet eine Krankenüberwachung an, welcher sich alle Ärzte ohne Ausnahme zu unterwerfen haben.

7) Die Apotheker müssen der Casse die Arzneimittel, Weine, Mineralwässer, Bruchbänder und alle anderen Heilmittel mindestens zu denselben Bedingungen wie den Armenbüreau liefern.

8) Die in einem der Casse nicht zugehörigen Krankenhäuser behandelten Kranken haben sich den Vorschriften der Anstalt zu unterwerfen.

9) Sofern die Heilkunstverständigen die sie betreffenden Bestimmungen nicht gewissenhaft befolgen, kann dem

cés, pour faute grave dans l'exercice de leurs fonctions, par la direction au Collège médical, qui prendra les mesures disciplinaires que l'affaire comportera.

Art. 24. Les sociétaires sont tenus d'observer les règles relatives aux déclarations de maladie, à la conduite et au contrôle des malades, telles qu'elles ont été édictées par l'assemblée générale, ainsi que les prescriptions du médecin traitant. En cas de désobéissance, la direction peut prononcer une amende d'ordre ne dépassant pas 20 li.

Tout membre malade est tenu de se présenter au moins tous les huit jours en personne devant le médecin traitant; si le malade ne peut pas se déplacer, il devra mettre le médecin au courant de son état de toute autre façon; il est obligé de se soumettre aux prescriptions du médecin.

Art 25 Le paiement du secours en argent s'effectue chaque samedi pour la semaine écoulée, sur remise d'un certificat du médecin, indiquant le nombre de jours de la semaine pendant lesquels le malade a été incapable de travailler.

Si le samedi est un jour férié, le paiement aura déjà lieu le dernier jour ouvrable précédant le samedi.

Le secours en argent est aussi à payer pour les jours ouvrables de la semaine sur lesquels tombent des jours de fête.

Le premier certificat de maladie indiquera en outre le jour du début de la maladie; le dernier certificat, celui du retour à la validité.

Pour les sociétaires malades, traités dans un hospice, le certificat de maladie est délivré par le médecin de l'établissement.

Le paiement du secours en argent se fera à l'assuré. En cas de traitement à l'hôpital, en exécution de l'art 14, ce paiement peut être fait directement, selon les décisions de la direction de la Caisse, à la famille de l'assuré.

Cependant ceux des malades qui n'ont droit qu'au quart du secours en argent, selon le même article, n'en touchent le montant qu'à leur sortie de l'hôpital.

Art. 26. Si le médecin traitant a des raisons de supposer qu'il se trouve en présence d'un des cas spécifiés à l'art. 17, mention en sera faite sur le certificat de maladie.

Si la maladie est survenue par suite d'accident donnant lieu à indemnité, le médecin en fera mention dans le certificat de maladie.

Art. 27. Le secours aux femmes en couches est payé pour la première fois le samedi qui suit la délivrance, contre présentation d'un certificat de l'officier de l'état

Rassenvorstand dieselben wegen schwerer Pflichtverletzungen dem Medicinalcollegium zur Verhängung von Disziplinarstrafen anzeigen.

Art. 24. Die Rassenmitglieder sind verpflichtet, die durch Beschluß der Generalversammlung erlassenen Vorschriften über die Krankenmeldung, das Verhalten der Kranken und die Krankenaufsicht, sowie die Anordnungen des behandelnden Arztes zu befolgen. Zuwiderhandlungen gegen diese Verpflichtung ziehen Ordnungsstrafen, die der Vorstand zu verhängen hat, bis zu 20 Franken nach sich.

Jedes erkrankte Mitglied ist verpflichtet, sich dem ihn behandelnden Arzte mindestens alle acht Tage persönlich vorzustellen oder, wenn dieses der Zustand des Kranken nicht zuläßt, dem Arzte auf andere Weise Bericht über den Verlauf der Krankheit zu erstatten und den Anordnungen des Arztes Folge zu leisten.

Art. 25. Die Auszahlung des Krankengeldes erfolgt an jedem Samstag für die abgelaufene Woche gegen Einlieferung eines vom Arzte auszufüllenden Krankenscheines, in welchem die Zahl der Wochentage, während welcher der Kranke erwerbsunfähig war, angegeben sein muß. Fällt der Samstag auf einen Feiertag, so erfolgt die Zahlung am nächst vorhergehenden Werktag. Das Krankengeld wird auch für auf Werktag fallende Feiertage gezahlt.

In dem erstmalig einzureichenden Krankenschein ist außerdem der Tag des Beginns der Krankheit, in dem letzten der Tag des Wiedereintritts der Erwerbsfähigkeit anzugeben.

Für erkrankte Mitglieder, welche in ein Krankenhaus aufgenommen sind, erfolgt die Ausstellung der Krankenscheine durch den Krankenhausarzt.

Die Auszahlung erfolgt an das Rassenmitglied. Die Auszahlung des gemäß Art. 14 an Angehörige im Krankenhaus verpflegter Personen zu gewährenden Geldbetrages kann nach näherer Bestimmung des Rassenvorstandes direkt an dessen Angehörige erfolgen.

Diejenigen erkrankten Mitglieder, welche nur ein Viertel des gemäß Art. 14 sich berechnenden Krankengeldes zu beanspruchen haben, empfangen das Krankengeld erst bei dem Austritt aus dem Krankenhause.

Art. 26. Hat der Arzt Grund zu der Annahme, daß einer der im Art. 17 bezeichneten Fälle vorliegt, so ist dies in dem Krankenschein zu vermerken.

Ist die Erkrankung durch einen Unfall herbeigeführt worden, welcher möglicherweise zu entschädigen sein wird, so hat der Arzt hierüber in dem Krankenschein einen Vermerk zu machen.

Art. 27. Die Unterstützung für Wöchnerinnen wird erstmalig an dem auf die Entbindung folgenden Samstag gegen Einlieferung einer Bescheinigung des Standes-

civil, constatant la déclaration de naissance, et ensuite le samedi pour chaque semaine écoulée.

Si le samedi est un jour férié, le paiement se fera le dernier jour ouvrable précédent.

Art. 28. Les frais d'enterrement seront remboursés, sur le montant de l'indemnité funéraire, à toute personne qui justifie avoir fait face aux frais d'inhumation et qui produit l'acte de décès du sociétaire, délivré par l'officier de l'état civil.

L'excédent, s'il y en a, sera versé au conjoint survivant et, à défaut, aux plus proches héritiers. A défaut de ceux-ci, l'excédent reste acquis à la Caisse.

IV. — Cotisations.

A. Droits d'entrée.

Art. 29. Un droit d'entrée, s'élevant pour les trois premières classes à fr. 2 et pour les trois dernières classes à fr. 1, ne sera perçu que sur ceux des nouveaux membres qui, durant les treize semaines précédant leur entrée, n'ont fait partie d'aucune caisse de secours en cas de maladie.

Le droit d'entrée est payable par le nouveau membre dès qu'il fait partie de la Caisse.

B. Cotisations courantes.

Art. 30. Les cotisations hebdomadaires s'élèvent :

- 1^o pour la 1^{re} classe à fr. 0.54 pour le membre et à fr. 0.27 pour le patron ;
- 2^o pour la 2^e classe à fr. 0.45 pour le membre et à fr. 0.22½ pour le patron ;
- 3^o pour la 3^e classe à fr. 0.33 pour le membre et à fr. 0.16½ pour le patron ;
- 4^o pour la 4^e classe à fr. 0.21 pour le membre et à fr. 0.10½ pour le patron ;
- 5^o pour la 5^e classe à fr. 0.18 pour le membre et à fr. 0.09 pour le patron ;
- 6^o pour la 6^e classe à fr. 0.15 pour le membre et à fr. 0.07½ pour le patron.

La semaine commence le lundi et finit le dimanche inclusivement.

C. Paiement des cotisations.

Art. 31. Les cotisations sont à payer sans frais pour la Caisse toutes les quatre semaines, savoir : pour les membres domiciliés au siège même de la Caisse, directement au caissier-comptable, pour les autres sociétaires, aux Caisses à désigner par la direction de la Caisse.

Pour les personnes qui deviennent membres de la Caisse dans le courant d'une période de quatre semaines, le montant de la cotisation afférente à cette période, calculé jour par jour, doit être versé avec la première cotisation périodique.

amts über die Eintragung des Geburtsfalles, und demnächst an jedem folgenden Samstag für die abgelaufene Woche gezahlt.

Fällt der Samstag nicht auf einen Werktag, so erfolgt die Zahlung am nächst vorhergehenden Werktag.

Art 28. Vom Sterbegeld wird gegen Einlieferung der standesamtlichen Sterbeurkunde der zur Dedung der Begräbnisstellen aufgewendete Betrag demjenigen ausbezahlt, welcher das Begräbnis besorgt.

Ein etwaiger Ueberschuß ist dem hinterbliebenen Ehegatten, in Ermangelung eines solchen, den nächsten Erben ausbezahlen. Sind solche Personen nicht vorhanden, so verbleibt der Ueberschuß der Kasse.

IV. — Beiträge.

A. Eintrittsgeld.

Art. 29. Ein Eintrittsgeld im Betrage von Fr. 2 für die drei ersten Klassen und von Fr. 1 für die drei letzten Klassen wird nur von denjenigen neu beitretenden Mitgliedern erhoben, welche seit den letzten dreizehn Wochen keiner andern Krankenkasse angehört haben.

Das Eintrittsgeld ist von zu dessen Zahlung verpflichteten Mitgliedern bei dem Eintritt in die Kasse zu entrichten.

B. Ordentliche Kassenbeiträge.

Art. 30. Die wöchentlichen Kassenbeiträge betragen :
1^o für die erste Klasse Fr. 0.54 für das Mitglied und Fr. 0.27 für den Arbeitgeber ;
2^o für die zweite Klasse Fr. 0.45 für das Mitglied und Fr. 0.22½ für den Arbeitgeber ;
3^o für die dritte Klasse Fr. 0.33 für das Mitglied und Fr. 0.16½ für den Arbeitgeber ;
4^o für die vierte Klasse Fr. 0.21 für das Mitglied und Fr. 0.10½ für den Arbeitgeber ;
5^o für die fünfte Klasse Fr. 0.18 für das Mitglied und Fr. 0.09 für den Arbeitgeber ;
6^o für die sechste Klasse Fr. 0.15 für das Mitglied und Fr. 0.07½ für den Arbeitgeber.

Als Woche gilt der Zeitraum von Montag bis Sonntag einschließlich.

C. Einzahlung.

Art. 31. Die Beiträge sind alle vier Wochen kostenfrei einzuzahlen und zwar, für die am Sitz der Kasse wohnenden Mitglieder, direkt an den Kassen- und Rechnungsführer; für die übrigen an die durch den Vorstand zu bestimmenden Kassen.

Für diejenigen, welche im Laufe eines vierwöchentlichen Zeitabschnittes Mitglieder der Kasse werden, ist der auf diese Periode entfallende, tageweise zu berechnende Beitrag an dem nächstfolgenden Zahlungstermine zu entrichten.

Le droit d'entrée est à verser avec la première cotisation périodique.

Art. 32. Pour les sociétaires qui appartiennent à la Caisse en suite de l'assurance obligatoire (art. 2), les patrons doivent faire le versement des cotisations et des droits d'entrée aux échéances indiquées à l'art. 31. Le versement se fera de la façon suivante :

un tiers des cotisations de leurs propres fonds,
deux tiers des cotisations et le montant intégral des droits d'entrée pour le compte des sociétaires employés par eux.

Les cotisations seront à payer aussi longtemps que la déclaration de sortie réglementaire n'aura pas été faite.

Si la personne assurée quitte l'occupation pendant le courant de la période de quatre semaines, pour laquelle la cotisation a été payée, et si la déclaration de sortie réglementaire a été faite, les cotisations payées pour le laps de temps après la sortie seront remboursées par la Caisse.

Art. 33. Aucune cotisation n'est payée pour la période d'incapacité de travail.

Relativement aux cotisations à payer, chaque semaine d'une période de paye sera comptée à raison de six jours de travail, sans égard aux jours de fête, tandis que les jours ouvrables pendant lesquels la fabrique n'a pas marché, ne seront pas mis en compte.

Les jours de semaine pendant lesquels les membres de la Caisse ne travaillent pas pour l'un ou l'autre motif, tels que conge, chômage volontaire, etc. ne seront pas décomptés. Il en est de même des jours fériés qui tombent sur un jour de semaine.

Art. 34. Les sociétaires désignés à l'art. 32 doivent consentir, à chaque jour de paye, à la retenue faite par leur patron, des droits d'entrée et des cotisations, ces dernières sous déduction du tiers incombant au patron.

Les retenues pour cotisations sont à répartir uniformément sur les différentes payes ; néanmoins les parts peuvent être arrondies à 10 centimes, sans amener toutefois une augmentation des cotisations des sociétaires.

Les retenues proportionnelles des cotisations aux diverses payes ne sont pas imposées au patron, qui devra payer des cotisations arriérées dont il aura reconnu la légitimité, mais dont la légitimité aura été contestée par le sociétaire ou par la Caisse, ou qui auront donné lieu à litige (art. 70 des statuts). Il en est de même lorsque les déclarations de sortie prescrites par l'art. 10 bis, paragraphe final, n'auront pas été faites par les sociétés de secours mutuels agréées, ou lorsqu'elles ont été faites à l'expiration du délai prévu à l'al. 1^{er} du présent article.

Das Eintrittsgeld ist mit dem ersten fälligen Beitrag einzuzahlen.

Art. 32. Für diejenigen Kassenmitglieder, welche der Kasse auf Grund der Versicherungspflicht angehören (Art. 2), haben deren Arbeitgeber zu den im Art. 31 bezeichneten Fälligkeitsterminen die Beiträge und Eintrittsgelder einzuzahlen und zwar :

ein Drittel der Beiträge aus eigenen Mitteln ;
zwei Drittel der Beiträge und die vollen Eintrittsgelder für Rechnung der von ihnen beschäftigten Kassenmitglieder.

Sie haben die Beiträge für jedes von ihnen beschäftigte versicherungspflichtige Mitglied so lange zu zahlen, bis die vorchriftsmäßige Abmeldung erfolgt ist.

Scheidet ein rechtzeitig abgemeldetes Mitglied aus der bisherigen Beschäftigung innerhalb eines vierwöchentlichen Zeitraums aus, für welchen der Beitrag bereits gezahlt ist, so ist der letztere für die Tage nach dem Austritt zurückzuzahlen.

Art. 33. Für die Dauer der Erwerbsunfähigkeit werden Beiträge nicht entrichtet.

Bei Feststellung der zu leistenden Beiträge wird jede Woche eine Lohnungsperiode mit sechs Arbeitstagen, ohne Berücksichtigung der Feiertage, verrechnet, während die Arbeitstage, an denen die Fabrik ruhte, nicht in Anrechnung zu bringen sind.

Wochentage, an welchen einzelne Mitglieder wegen Krankheit, Urlaub oder einer andern Ursache der Berufarbeit fernbleiben, sind nicht in Abzug zu bringen. Das Gleiche gilt für Feiertage im Laufe der Woche.

Art. 34. Die in Art. 32 bezeichneten Kassenmitglieder sind verpflichtet, die Eintrittsgelder und Beiträge, letztere nach Abzug des auf den Arbeitgeber entfallenden Drittels, bei den Lohnzahlungen sich einbehalten zu lassen.

Die Abzüge für Beiträge sind auf die Lohnzahlungsperioden, auf welche sie entfallen, gleichmäßig zu verteilen. Diese Theilbeträge dürfen, ohne dadurch Mehrbelastungen der Kassenmitglieder herbeizuführen, auf volle zehn Centimes abgerundet werden.

Hat der Arbeitgeber Beiträge um deswillen nachgezahlt, weil die Verpflichtung zur Entrichtung von Beiträgen zwar vom Arbeitgeber anerkannt, von dem Kassenmitgliede oder der Kasse aber bestritten wurde und erst durch einen Rechtsstreit (Art. 70) hat festgestellt werden müssen, oder weil die im Art. 10 bis vorgeschriebene Anzeige einer Hilfskasse über das Ausscheiden eines versicherungspflichtigen Mitgliedes aus der Kasse erst nach Ablauf der in Abs. 1 bezeichneten Zeiträume oder gar nicht erstattet worden, so ist der Arbeitgeber von dem gleichmäßigen Abzug der Beiträge von den verschiedenen Lohnzahlungsperioden entbunden.

Art. 35. Les sociétaires qui appartiennent à la Caisse en qualité de membres libres en vertu des art. 4, § 1, nos 1er, 2, 3 et 4, art. 5, et art. 8, n° 2, al. 2, doivent verser ou envoyer sans frais à la Caisse, au jour de l'échéance, le montant intégral des cotisations hebdomadaires.

D. Livrets.

Art. 36. Il sera dressé pour chaque sociétaire un livret portant indication du montant des cotisations (art. 30) et des secours auxquels il a droit, le cas échéant.

Ce livret est délivré lors du premier versement de la cotisation au patron, si c'est ce dernier qui fait le versement, dans les autres cas au sociétaire lui-même.

Chaque versement de cotisations ou de droits d'entrée doit être acquitté sur le livret. Cette quittance lie la Caisse.

Les livrets des sociétaires dont les patrons font le versement des cotisations, sont à présenter aux assurés, lors de chaque paye, et doivent être remis à ces derniers, à leur sortie de l'occupation.

V. Administration de la Caisse.

Art. 37. La Caisse est administrée par la direction et l'assemblée générale.

A. Direction de la Caisse.

Composition et élection.

Art. 38. La direction se compose au début de six membres.

L'élection de ceux-ci est faite par l'assemblée générale (art. 49), de telle façon que par un vote distinct quatre assurés sont élus dans leur sein par les assurés-électeurs dans l'assemblée générale et deux membres sont élus par les patrons faisant partie de l'assemblée générale.

A l'exception de la première élection, les assurés ne peuvent être élus membres de la direction que s'ils appartiennent à la Caisse depuis un an au moins.

L'élection des assesseurs peut se faire par acclamation, s'il ne s'élève pas d'opposition dans le sein de l'assemblée générale. Dans le cas contraire, l'élection a lieu au scrutin secret, et chaque électeur écrit sur son bulletin de vote autant de noms qu'il y a de membres à élire. Sont élus ceux qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. Les voix qui sont données à des personnes non éligibles, ou qui n'indiquent pas clairement les élus, ne sont pas comptées. En cas d'égalité de voix, le tirage au sort effectué par le président décide.

L'élection est, sur l'ordre de la direction, dirigée pour les assurés par l'un des assurés, membre de la direction,

Art. 35. Diejenigen Mitglieder, welche der Kasse auf Grund des Art. 4, Abs. 1, Ziffer 1, 2, 3, 4, der Art. 5 und 8, Nr. 2, Abs. 2, freiwillig angehören, haben die Eintrittsgelder und die vollen Kassenbeiträge selbst zum Fälligkeitstermin an die Kasse einzuzahlen oder kostenlos einzulösen.

D. Quittungsbücher.

Art. 36. Für jedes Kassenmitglied wird ein Quittungsbuch ausfertigt, welches eine Angabe über die Höhe der Beiträge (Art. 30) und der eintretendenfalls zu gewährenden Unterstützungen enthält.

Dasselbe wird bei der ersten Beitragszahlung, sofern dieselbe durch den Arbeitgeber erfolgt, diesem, andernfalls dem Kassenmitgliede eingehändigt.

Jede Zahlung von Beiträgen und Eintrittsgeldern ist in dem Quittungsbuche durch den Rechnungs- und Kassenführer zu quittieren. Diese Quittung ist für die Kasse verbindlich.

Kassenmitglieder, für welche die Einzahlung der Beiträge durch den Arbeitgeber erfolgt, ist das Quittungsbuch bei jeder Lohnzahlung zur Einsicht vorzulegen und beim Ausscheiden aus der Beschäftigung einzuhändigen.

V. — Verwaltung der Kasse.

Art. 37. Die Angelegenheiten der Kasse werden durch den Vorstand und die Generalversammlung verwaltet.

*A. Kassenvorstand.
Zusammensetzung und Wahl.*

Art. 38. Der Vorstand besteht zunächst aus sechs Mitgliedern. Die Wahl derselben erfolgt durch die Generalversammlung (vergleiche Art. 49) in der Weise, daß in getrennter Wahlversammlung vier Mitglieder von den in der Generalversammlung stimmberechtigten Kassenmitgliedern aus ihrer Mitte und zwei von den der Generalversammlung angehörenden Arbeitgebern gewählt werden.

Es können Kassenmitglieder zu Mitgliedern des Vorstandes nur gewählt werden, wenn sie der Kasse bereits ein Jahr lang angehören. Diese Bestimmung ist nicht zutreffend bei der ersten Wahl.

Die Wahl der Mitglieder kann durch Akklamation erfolgen, wenn im Schoße der Generalversammlung kein Einwand erhoben wird. Andernfalls ist sie geheim und erfolgt durch verdeckte Stimmzettel in der Weise, daß jeder Wählende so viele Namen aufschreibt, als Vorstandsmitglieder zu wählen sind. Gewählt sind diejenigen, welche die meisten Stimmen erhalten. Stimmen, welche auf nicht Wählbare fallen oder die Gewählten nicht deutlich bezeichnen, werden nicht mitgezählt. Bei Stimmengleichheit entscheidet das vom Vorsitzenden zu ziehende Loos.

Die Wahl wird im Auftrage des Vorstandes für die Kassenmitglieder von einem diesen angehörenden Mit-

pour les patrons, par un patron, également membre de la direction, assistés de deux membres de l'assemblée générale à désigner par la direction. Pour la première élection ou pour les élections postérieures lors desquelles il n'existerait pas de direction, la présidence appartient à un délégué du Gouvernement.

Procès-verbal sera dressé de chaque élection, lequel sera signé par le président du bureau électoral et ses assesseurs.

Les fonctions susdites ne peuvent être refusées que par les personnes auxquelles s'appliquent les dispositions des art. 433 et 434 du Code civil. La gestion de fonctions honorifiques créées par la loi sur les assurances contre les accidents est assimilée à l'administration d'une tutelle.

Art. 39. Les membres de la direction sont élus pour deux ans; mais à l'expiration de ce délai, ils restent en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs soient entrés en fonctions. À l'expiration de chaque année, la direction est renouvelée par moitié, à savoir un patron et deux assurés. L'ordre de sortie est réglé par le sort entre les premiers titulaires et ensuite par le rang d'ancienneté de service.

Les membres sortants sont rééligibles. Une réélection peut être reculée pour la période électorale suivante.

Les membres de la direction qui perdent l'éligibilité quittent leurs fonctions.

Si un membre de la direction quitte ses fonctions avant l'expiration de son mandat, une élection complémentaire a lieu dans l'assemblée générale suivante. L'élu achève le terme de celui qu'il remplace.

Art. 40. Avant toute nouvelle élection, la direction devra établir la proportion des cotisations payées par les patrons de leurs propres deniers au total des cotisations, tant obligatoires que facultatives.

Suivant le résultat de cette opération, le nombre des membres de la direction à élire parmi les assurés doit être augmenté d'une unité, si le total des cotisations des patrons n'est pas supérieur à deux septièmes; de deux unités, s'il n'est pas supérieur aux deux huitièmes; de trois unités, s'il n'est pas supérieur aux deux neuvièmes de l'ensemble des cotisations susdites.

Une réduction correspondante des assurés, membres de la direction, doit être effectuée à la demande des patrons, si l'opération susdite établie avant une élection ultérieure constate que le total des cotisations patronales excède de nouveau la proportion qui a servi de base à la dernière fixation.

gliede des Vorstandes unter Mitwirkung zweier von ihm zu berufender Mitglieder der Wahlversammlung geleitet. Das erste Mal und in Fällen, wo ein Vorstand nicht vorhanden ist, tritt an die Stelle des Vorstandsmitgliedes ein Beauftragter der Regierung.

Ueber die Wahl ist ein Protokoll aufzunehmen, welches von den Wahlleitenden und den Zeugnissen zu unterzeichnen ist.

Die Ablehnung der Wahl zum Vorstandsmitglied ist nur für die in Art. 433 und 434 des Civilgesetzbuches vorgesehenen Personen zulässig. Die Wahrnehmung eines auf Grund der Unfallversicherung übernommenen Ehrenamtes steht der Führung einer Vormundschaft gleich.

Art. 39. Die Mitglieder des Vorstandes werden auf zwei Jahre gewählt, bleiben aber nach Ablauf dieser Zeit solange im Amt, bis ihre Nachfolger in den Vorstand eingetreten sind. Nach Ablauf jeden Jahres scheidet die Hälfte der Vorstandsmitglieder, und zwar ein Arbeitgeber und zwei Kassensmitglieder aus. Die Reihenfolge des Ausscheidens wird unter den erstmalig Gewählten durch das Loos, demnächst durch das Dienstalter bestimmt.

Die Ausscheidenden sind wieder wählbar. Eine Wiederwahl kann nach mindestens zweijähriger Amtsführung für die nächste Wahlperiode abgelehnt werden.

Mitglieder des Vorstandes, welche die Wahlbarkeit verlieren, scheiden aus.

Scheidet ein Vorstandsmitglied vor Ablauf seiner Dienstzeit aus, so findet in der nächsten Generalversammlung eine Ergänzungswahl statt. Der in derselben Gewählte bleibt nur so lange im Amt, wie die Dienstzeit des ausgeschiedenen Mitgliedes gedauert haben würde.

Art. 40. Vor jeder Neuwahl hat der Kassenvorstand das Verhältnis der von den Arbeitgebern aus eigenen Mitteln geleisteten Beiträge zu der Gesamtsumme der Beiträge festzustellen.

Auf Grund dieser Feststellung ist die Zahl der aus der Mitte der Kassensmitglieder zu erhöhen um ein Mitglied, wenn die Summe der Beiträge der Arbeitgeber nicht über zwei Siebentel, um zwei Mitglieder, wenn dieselbe nicht über zwei Achtel, um drei Mitglieder, wenn dieselbe nicht über zwei Neuntel der Gesamtsumme der Beiträge beträgt.

Eine entsprechende Herabsetzung der so festgestellten Zahl der dem Vorstande angehörenden Kassensmitglieder muß auf Verlangen der Arbeitgeber erfolgen, wenn die vor einer spätern Neuwahl vorgenommene Feststellung ergibt, daß die Summe ihrer Beiträge die der letzten Feststellung zugrunde gelegte Verhältniszahl wieder übersteigt.

Les contestations qui se produisent à ce sujet au sein de la direction entre les patrons et les assurés, seront tranchées par l'autorité de surveillance.

Règlement de la Direction.

Art. 41. Sous réserve de la disposition de l'art. 57, concernant l'indemnité à accorder au caissier-comptable, les fonctions de membre de la direction sont honorifiques et gratuites. Seuls les déboursés indispensables auxquels les membres sont obligés de faire face dans l'exercice de leurs fonctions, leur seront remboursés par la Caisse.

Art. 42. La direction élit dans son sein, pour la durée de deux années, un président, un vice-président et un secrétaire. L'un des présidents sera un patron, l'autre un assuré.

Le vice-président remplace le président, en cas d'empêchement ou par délégation de ce dernier.

Art. 43. La direction peut délibérer si la moitié de ses membres est présente. Le droit de vote ne peut être exercé par des remplaçants. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 44. La direction se réunira en séance ordinaire tous les trois mois et, en cas de besoin, plus souvent.

Le président est autorisé à convoquer des réunions extraordinaires.

Il doit le faire dans le délai de huit jours, si deux membres de la direction en font la demande par écrit, en indiquant l'objet de l'ordre du jour.

Les convocations à toutes les séances qui n'ont point lieu à des dates déterminées, fixées par décision de la direction, doivent être adressées par écrit aux membres au moins trois jours à l'avance.

Art. 45. Le président ouvre, dirige et clôt les séances de la direction.

Le secrétaire dressera procès-verbal des décisions prises, en y indiquant le jour de la séance et les noms des membres présents. Ceux-ci signeront le procès-verbal.

Attribution de la Direction.

Art. 46. La direction doit, en conformité des dispositions des présents statuts et de la loi sur l'assurance-maladie, se charger de l'ensemble de l'administration et en particulier de la gestion de l'avoir de la Caisse, à moins que l'art. 56 qui suit n'exige une décision de l'assemblée générale. Elle doit exécuter les décisions de l'assemblée générale, à moins de décision contraire prise par celle-ci. Elle veillera également à l'accomplissement des obligations

Streitigkeiten, welche hierüber zwischen den dem Vorstande angehörenden Arbeitgebern und Arbeitnehmern entstehen, entscheidet die Aufsichtsbehörde.

Geschäftsordnung des Vorstandes.

Art. 41. Vorbehaltlich der Bestimmung des Art. 57 über die dem Kassen- und Rechnungsführer zu gewährende Vergütung führen die Mitglieder des Vorstandes ihr Amt als Ehrenamt unentgeltlich. Notwendige, durch die Amtsführung erwachsende baare Auslagen sind den Vorstandsmitgliedern aus der Kasse zu ersetzen.

Art. 42. Der Vorstand wählt aus seiner Mitte auf die Dauer von zwei Jahren einen Vorsitzenden, einen Stellvertreter desselben und einen Schriftführer. Von den Vorsitzenden muß einer ein Arbeitgeber, einer ein Arbeiter sein.

Der stellvertretende Vorsitzende vertritt den Vorsitzenden bei Verhinderung oder im Auftrage desselben.

Art. 43. Der Vorstand ist beschlußfähig, wenn die Hälfte seiner Mitglieder anwesend sind. Das Stimmrecht kann nicht durch Vertreter ausgeübt werden. Der Vorstand faßt seine Beschlüsse mit Stimmenmehrheit der in der Sitzung Anwesenden. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Art. 44. Alle drei Monate, je nach Bedürfnis früher, ist eine ordentliche Sitzung des Vorstandes abzuhalten.

Der Vorsitzende ist befugt, außerordentliche Sitzungen anzuberaumen.

Er ist verpflichtet innerhalb einer Woche eine solche abzuhalten, wenn dies von zwei Vorstandsmitgliedern unter Angabe der Verhandlungsgegenstände schriftlich beantragt wird.

Zu allen Sitzungen, welche nicht zu bestimmten, durch Vorstandsbeschluß festgesetzten Sitzungszeiten stattfinden, hat der Vorsitzende die Mitglieder mindestens drei Tage vorher schriftlich einzuladen.

Art. 45. Die Vorstandssitzungen werden vom Vorsitzenden eröffnet, geleitet und geschlossen.

Die gefaßten Beschlüsse sind vom Schriftführer unter Angabe des Tages, der Sitzung und der in derselben Anwesenden in ein Protokollbuch einzutragen und von den letzteren zu unterzeichnen.

Obliegenheiten des Vorstandes.

Art. 46. Der Vorstand hat nach Maßgabe der Bestimmungen dieses Statuts und des Krankenversicherungsgesetzes die gesamte Verwaltung der Kassenangelegenheiten, insonderheit auch die Vermögensverwaltung wahrzunehmen, soweit nicht durch Art. 56 die Beschlußnahme der Generalversammlung vorgeschrieben ist. Er hat die Beschlüsse der Generalversammlung, soweit diese nicht etwas anderes ausdrücklich bestimmt, auszuführen,

qui incombent à la Caisse en vertu de l'art. 37 de la loi susdite.

La représentation judiciaire et extrajudiciaire de la Caisse, y compris les affaires et actes juridiques pour lesquels la loi exige une procuration spéciale, incombe au président et au secrétaire.

Leur légitimation dans tous les actes juridiques s'effectue par la production d'une attestation de l'autorité de surveillance portant que les personnes y désignées remplissent les fonctions susvisées au sein de la direction.

Art. 47. La direction doit aviser l'autorité de surveillance, dans le délai de huit jours, de tout changement survenu dans sa composition et du résultat de toute élection. S'il n'en a pas été donné avis, le changement ne pourra être opposé aux tiers que s'il est démontré qu'ils en ont eu connaissance.

Art. 48. Les affaires de service intérieur non réglées par les dispositions qui précèdent, seront réglées par la direction.

B. Assemblée générale. Composition.

Art. 49. L'assemblée générale se compose :

- 1° de tous les sociétaires majeurs et jouissant de leurs droits civils ;
- 2° des patrons qui sont obligés de payer de leurs propres deniers des cotisations pour les sociétaires.

Les patrons sont autorisés à se faire représenter à l'assemblée générale par des gérants ou employés techniques de leur entreprise. La direction de la Caisse doit être informée de cette délégation avant l'ouverture de l'assemblée générale. Pour le surplus, le droit électoral ne peut être exercé par des mandataires.

Dans l'assemblée générale, chaque assure-électeur a deux voix et chaque patron-électeur a une voix par assuré-électeur qu'il emploie.

Le droit de vote est suspendu pour les patrons tant qu'ils ont à payer des cotisations arriérées.

Le nombre des voix revenant aux patrons ou à leurs représentants est fixé et proclamé dans chaque assemblée générale par le président, avant le commencement des délibérations.

Lorsque la Caisse comptera mille membres et plus, l'assemblée générale devra nécessairement se composer de délégués et les dispositions suivantes seront applicables.

und für die rechtzeitige Erfüllung der Verpflichtungen Sorge zu tragen, welche der Kasse nach Art. 37 des Krankenversicherungsgesetzes obliegen.

Die gerichtliche und außergerichtliche Vertretung der Kasse, mit Einschluß derjenigen Geschäfte und Rechtshandlungen, für welche nach den Gesetzen eine Spezialvollmacht erforderlich ist, wird von dem Vorsitzenden und dem Schriftführer wahrgenommen.

Ihre Legitimationen bei allen Rechtsgeschäften erfolgt durch die Bescheinigung der Aufsichtsbehörde, daß die darin bezeichneten Personen zur Zeit die bezeichneten Stellen im Vorstand bekleiden.

Art. 47. Der Vorstand hat über jede Änderung in seiner Zusammensetzung und über das Ergebnis jeder Wahl der Aufsichtsbehörde binnen einer Woche Anzeige zu erstatten. Ist die Anzeige nicht erfolgt, so kann die Änderung dritten Personen nur dann entgegengesetzt werden, wenn bewiesen wird, daß sie letzteren bekannt war.

Art. 48. Soweit die Geschäftsordnung nicht durch vorstehende Bestimmungen geregelt ist, wird sie durch eigene Beschlüsse des Vorstandes festgestellt.

B. Generalversammlung. Zusammensetzung.

Art. 49. Die Generalversammlung besteht aus :

1. sämtlichen Kassenmitgliedern, welche großjährig und im Besitz der bürgerlichen Rechte sind ;
2. aus denjenigen Arbeitgebern, welche für Kassenmitglieder Beiträge aus eigenen Mitteln zu leisten haben.

Arbeitgeber sind berechtigt, sich in der Generalversammlung durch ihre Geschäftsführer oder Betriebsbeamten vertreten zu lassen. Von der Vertretung ist dem Kassenvorstande vor Beginn der Generalversammlung Anzeige zu machen. Im Uebrigen darf das Stimmrecht nicht durch Bevollmächtigte oder Stellvertreter ausübt werden.

In der Generalversammlung führt jedes stimmberechtigte Kassenmitglied zwei Stimmen und jeder stimmberechtigte Arbeitgeber für jedes von ihm beschäftigte, stimmberechtigte Kassenmitglied eine Stimme. Für Arbeitgeber ruht das Stimmrecht, solange sie mit der Zahlung von Beiträgen im Rückstande sind. Die Zahl der den erschienenen Arbeitgebern oder ihren Vertretern hiernach zustehenden Stimmen wird in jeder Generalversammlung vor Beginn der weiteren Verhandlungen vom Vorsitzenden festgestellt und verkündet.

Sobald die Kasse 1000 oder mehr Mitglieder zählt, muß die Generalversammlung aus Vertretern bestehen und werden folgende Bestimmungen in Kraft treten :

Art. 50. L'assemblée générale se compose de délégués des assurés et des patrons, élus pour deux ans. L'élection se fera par bulletin de vote et elle sera secrète.

Les assurés doivent élire leurs délégués dans leur sein ; les patrons peuvent élire aussi, comme délégués, des gérants ou autres employés techniques d'entreprises contribuant au paiement des cotisations.

Les membres de la Caisse ont le droit d'élire un délégué par 50 assurés. Si le nombre des assurés n'est pas divisible par 50, on élit un délégué de plus pour l'excédent, si ce dernier atteint ou dépasse 25. Ne sont électeurs et éligibles que les assurés majeurs et jouissant de leurs droits civils.

Les délégués des patrons sont élus par ceux-ci dans une assemblée générale unique. Par cent assurés occupés par les patrons et pour lesquels ceux-ci versent des cotisations de leurs propres deniers, il est élu un délégué. Pour chaque fraction excédante, il n'est élu un délégué que si le nombre des délégués des patrons n'est pas de ce fait porté à plus d'un tiers du nombre total des délégués.

Tout patron qui verse des cotisations de ses propres deniers a droit, lors des élections, à une voix pour chaque sociétaire à l'assurance duquel il contribue.

Le nombre des délégués à élire par les assurés et par les patrons est fixé avant chaque élection par la direction de la Caisse et indiqué dans la convocation.

Art. 51. L'élection a lieu pour les assurés et pour les patrons à une date spécialement déterminée, à laquelle les électeurs sont convoqués huit jours à l'avance par des affiches apposées dans les lieux de réunion des ouvriers des établissements intéressés ainsi que dans les diverses sections des communes situées dans la circonscription de la Caisse.

Les dispositions de l'art. 38, al. 3 à 6, s'appliquent à la procédure et à la présidence de l'élection.

Si les assurés refusent de voter, l'autorité de surveillance désigne les délégués.

Si les patrons refusent de voter, ils ne seront point représentés dans l'assemblée générale jusqu'aux élections suivantes.

Si une place de délégué devient vacante, avant les élections suivantes, le groupe qui a élu le délégué lui nomme un successeur pour le reste de la durée de la période électorale.

Art. 51a. Dans l'assemblée générale chaque délégué a une voix.

Art. 50. Die Generalversammlung besteht aus Vertretern der Kassenmitglieder und Arbeitgeber, welche in geheimer Wahl auf zwei Jahre gewählt werden.

Die Kassenmitglieder haben ihre Vertreter aus ihrer Mitte zu wählen ; die Arbeitgeber können zu Vertretern auch Geschäftsführer oder Betriebsbeamte der zu Beiträgen verpflichteten Arbeitgeber wählen.

Die Kassenmitglieder wählen für je 50 versicherungspflichtige Personen einen Vertreter. Ist die Zahl der Kassenmitglieder nicht durch 50 theilbar, so ist für die überschüssende Zahl, wenn dieselbe 25 oder mehr beträgt, ein weiterer Vertreter zu wählen. Wahlberechtigt und wählbar sind nur diejenigen Kassenmitglieder, welche großjährig und im Besitze der bürgerlichen Rechte sind.

Die Vertreter der Arbeitgeber werden von diesen in ungetheilter Wahlversammlung gewählt. Für je hundert von den Arbeitgebern beschäftigten Kassenmitglieder, für welche die ersten Beiträge aus eigenen Mitteln zahlen, wird je ein Vertreter gewählt. Für den überschüssenden Bruchtheil wird ein weiterer Vertreter nur dann gewählt, wenn dadurch die Zahl der Vertreter der Arbeitgeber nicht über ein Drittel der Gesamtzahl erhöht wird.

Jeder Arbeitgeber, welcher Beiträge aus eigenen Mitteln leistet, führt bei der Wahl auf jedes Kassenmitglied, für welches er Beiträge aus eigenen Mitteln zahlt, eine Stimme.

Die Zahl der von den Kassenmitgliedern und von den Arbeitgebern zu wählenden Vertreter wird vor jeder Wahl von dem Kassenvorstand festgelegt und in der Einladung zum Wahltermine angegeben.

Art. 51 Die Wahl erfolgt für jede Abtheilung der Kassenmitglieder und für die Arbeitgeber in einem besonderen Wahltermine, zu welchem die Wahlberechtigten mindestens eine Woche vorher durch öffentliche Anschläge in den Arbeiterversammlungslokalen und in den verschiedenen Sektionen der Gemeinden, welche in dem Bezirke der Kasse liegen, einzuladen sind.

Für die Form und Leitung der Wahl sind die Bestimmungen des Art. 38, Abs. 3 bis 6 maßgebend.

Wird die Wahl von den Kassenmitgliedern verweigert, so werden die Vertreter derselben durch die Aufsichtsbehörde ernannt.

Wird die Wahl von den Arbeitgebern verweigert, so ruht deren Vertretung in der Generalversammlung für die betreffende Wahlperiode.

Scheidet ein Vertreter während der Wahlperiode aus, so findet durch die Abtheilung, von welcher er gewählt war, für die übrige Dauer der Wahlperiode eine Ergänzungswahl statt.

Art. 51a. In der Generalversammlung führt jeder gewählte Vertreter eine Stimme.

Règlement de l'assemblée générale.

Art. 52. L'assemblée générale est convoquée par un avis de la direction qui sera publié au moins huit jours à l'avance par des affiches apposées dans les lieux de réunion des ouvriers et dans les diverses sections des communes situées dans la circonscription de la Caisse. La convocation portera l'ordre du jour.

Des assemblées ordinaires auront lieu :

1^o au mois de décembre de chaque année, pour l'élection de la commission chargée de la vérification du compte de l'année courante et pour les élections exigées pour le renouvellement de la direction ;

2^o au mois de mai de chaque année, pour délibérer sur la décharge à donner pour le compte de l'année précédente.

Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées par la direction suivant les besoins. La convocation de l'assemblée générale extraordinaire doit avoir lieu dans les deux semaines, si le dixième des sociétaires en fait la proposition par écrit.

L'ordre du jour est fixé par la direction : celle-ci doit y comprendre toutes les plaintes formulées contre son administration par les assurés ou par les patrons soumis à contribution, ainsi que toutes les propositions faites par écrit par trente membres au moins de l'assemblée générale.

Art. 53. Le président de la direction ouvre, dirige et clôt les débats de l'assemblée générale. Si parmi les objets de l'ordre du jour figurent des réclamations ou propositions concernant la gestion de la direction, le président fait procéder dès l'ouverture de la séance à l'élection d'un autre président de l'assemblée. Cette élection a lieu à la majorité des voix des membres présents à l'assemblée générale, par vote sur les noms choisis parmi les assistants dans l'ordre de présentation.

Le président de l'assemblée appelle un sociétaire et un patron, ou un des représentants des patrons, comme assesseurs, et il désigne un secrétaire.

Le président de l'assemblée a le droit d'exclure de la salle des séances les membres de l'assemblée générale qui ne se conforment pas à ses prescriptions relatives à la direction des délibérations ou au maintien de l'ordre.

Art. 54. Les assemblées générales convoquées à la demande de l'autorité de surveillance ou convoquées par elle, sont dirigées par un délégué nommé par elle.

Geschäftsordnung in der Generalversammlung.

Art. 52. Die Generalversammlung wird vom Vorstande unter Angabe der Gegenstände der Verhandlungen wenigstens eine Woche vorher durch öffentliche Anschläge in den Arbeiterversammlungslokalen und in den verschiedenen Sektionen von Gemeinden, welche in dem Massenbezirke liegen, einberufen.

Ordentliche Generalversammlungen finden statt :

1. im Dezember jedes Jahres zur Wahl des Ausschusses für die Prüfung der Rechnung des laufenden Jahres und zur Vornahme der erforderlichen Neuwahlen für den Vorstand ;

2. im Mai jedes Jahres zur Beschlußfassung über die Abnahme der Rechnung des Vorjahres.

Außerordentliche Generalversammlungen beruft der Vorstand nach Bedürfnis. Die Berufung der Generalversammlung muß binnen zwei Wochen erfolgen, wenn der zehnte Theil ihrer Mitglieder schriftlich darauf anträgt.

Die Gegenstände der Verhandlungen hat der Vorstand zu bestimmen ; er muß unter dieselben alle Beschwerden, welche von Massenmitgliedern oder beitragszahlenden Arbeitgebern gegen seine Verwaltung eingebracht werden, sowie alle Anträge, welche von mindestens 30 Mitgliedern der Generalversammlung schriftlich gestellt werden, aufnehmen.

Art. 53. Der Vorsitzende des Vorstandes eröffnet, leitet und schließt die Verhandlungen der Generalversammlung. Befinden sich unter den Gegenständen der Verhandlungen Beschwerden oder Anträge, welche die Geschäftsführung des Vorstandes betreffen, so hat er sofort nach der Eröffnung die Wahl eines andern Leiters der Versammlung herbeizuführen. Derselbe erfolgt durch Abstimmung über die aus der Mitte der Versammlung Vorge schlagenen nach der Reihenfolge der Vorschläge mit Stimmenmehrheit der Anwesenden.

Der Leiter der Versammlung beruft zu seiner Unterstützung ein Massenmitglied sowie einen Arbeitgeber oder den Vertreter eines Arbeitgebers als Beisitzer, und ernannt einen Schriftführer.

Der Leiter der Versammlung hat das Recht, Mitglieder der Generalversammlung, welche keinen zur Leitung der Versammlung oder zur Aufrechterhaltung der Ruhe und Ordnung getroffenen Anordnungen nicht Folge leisten, aus dem Versammlungsraum zu verweisen.

Art. 54. Generalversammlungen, welche auf Verlangen der Aufsichtsbehörde oder von dieser anberaumt sind, werden auf Anordnung derselben von einem von ihr Beauftragten geleitet.

Art. 55. Les délibérations de l'assemblée générale sont prises à la simple majorité des membres présents, à l'exception du cas prévu à l'art. 67.

Une délibération séparée des mandataires des sociétaires et des mandataires des patrons est nécessaire lorsqu'il s'agit :

a) d'une augmentation des cotisations dépassant le taux de 3 pCt. du montant servant de base à la fixation des secours, si cette augmentation n'est pas nécessaire pour couvrir le minimum légal des secours à fournir (art. 26 de la loi) ;

b) ou d'une augmentation des cotisations au taux de 4 ½ pCt. du montant servant de base à la fixation des secours, afin de pouvoir accorder le minimum légal de secours (art. 26 de la loi) ;

c) de l'octroi des secours en argent dès le premier jour, à partir de l'incapacité de travail, ou pour les dimanches et jours de fête (art. 16, n° 8) aussi longtemps que le fonds de réserve n'a pas encore atteint le montant légal.

Le vote se fait par assis et levé, si l'élection secrète n'est pas prescrite. Si le président de l'assemblée et ses assesseurs n'ont pas d'accord sur le résultat du vote, le vote a lieu par appel nominal. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les affaires qui, lors de la convocation de l'assemblée générale, ne sont pas portées à l'ordre du jour, ne peuvent faire l'objet de délibération et d'un vote que si aucune opposition n'y est faite au sein de l'assemblée ou qu'il s'agit d'une proposition de convocation d'une assemblée générale extraordinaire.

Attributions de l'assemblée générale.

Art. 56. Outre les élections à faire, l'assemblée générale a pour mission de délibérer :

1° sur toutes les questions qui ont pour objet une modification des statuts, notamment les changements des secours ou des cotisations, pourvu que ces dernières modifications ne constituent pas les conséquences statutaires découlant d'un changement apporté dans la fixation du salaire quotidien moyen ;

2° sur la dissolution de la Caisse ;

3° sur l'entrée de la Caisse dans une association de plusieurs caisses régionales de secours en cas de maladie, à former en vertu de l'art. 41 de la loi, et sur les statuts à établir pour cette association, ainsi que sur la sortie de la Caisse de cette association ou sur la dissolution de cette dernière ;

Art. 55. Beschlüsse der Generalversammlung werden mit einfacher Stimmenmehrheit der Anwesenden gefaßt, ausgenommen sind die im Art. 67 vorgesehenen Fälle. Getrennt von den Vertretern der Kassenmitglieder und den Vertretern der Arbeitgeber muß Beschluß gefaßt werden, wenn es sich handelt :

a) um eine Erhöhung der Beiträge über 3 Prozent desjenigen Betrages, nach welchem die Unterstützungen zu bemessen sind und diese Erhöhung nicht zur Deckung der gesetzlichen Mindestleistung erforderlich ist (Art. 26 des Gesetzes) ;

b) um eine Erhöhung der Beiträge über 4 ½ Prozent desjenigen Betrages, nach welchem die Unterstützungen zu bemessen sind und diese Erhöhung erforderlich ist, um die gesetzlichen Mindestleistungen gewähren zu können (Art. 26 des Gesetzes) ;

c) um die Gewährung des Krankengeldes schon vom Tage des Eintritts der Erwerbsunfähigkeit ab, sowie für Sonn- und Festtage (Art. 16, Ziffer 8 des Gesetzes), sofern der Betrag des gesetzlich vorgeschriebenen Reservefonds nicht erreicht ist.

Soweit nicht geheime Wahl vorgeschrieben ist, erfolgt die Abstimmung durch Aufstehen und Sitzenbleiben. Nur wenn der Leiter der Versammlung und seine Beifiger sich über das Ergebnis der Abstimmung nicht einigen, erfolgt Zählung der Stimmen unter Namensaufruf. Im Falle der Stimmengleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Angelegenheiten, welche bei der Berufung der Generalversammlung nicht als Gegenstände der Verhandlung bezeichnet sind, dürfen zur Verhandlung und Beschlußnahme nur zugelassen werden, wenn aus der Mitte der Versammlung kein Widerspruch erfolgt, oder wenn es sich um einen Antrag auf Berufung einer außerordentlichen Generalversammlung handelt.

O b l i e g e n h e i t e n d e r G e n e r a l v e r s a m m l u n g.

Art. 56. Außer den von ihr vorzunehmenden Wahlen liegt der Generalversammlung ob :

1) Beschlußnahme über alle Angelegenheiten, bei welchen eine Abänderung des Statuts in Frage kommt, namentlich über Abänderung der Unterstützungen und Beiträge, soweit sie nicht statutenmäßig in Folge einer veränderten Festsetzung der durchschnittlichen Tagelöhne eintritt ;

2) Beschlußnahme über die Auflösung der Kasse ;

3) Beschlußnahme über den Beitritt der Kasse zu einem Verbands mehrerer Bezirkskrankenkassen (Art. 41 des Gesetzes), und über das für denselben zu errichtende Statut, sowie Beschlußnahme über den Austritt aus dem Verbands oder die Auflösung desselben ;

4° sur l'approbation des comptes de l'année et la nomination d'une commission composée de six membres pour la vérification préalable des comptes ;

5° pour les recours que la Caisse a à exercer contre les membres de la direction du chef de l'exercice de leurs fonctions et sur l'élection des mandataires chargés de ces poursuites ;

6° sur les plaintes des sociétaires et de patrons contre la direction ;

7° sur des propositions de membres de l'assemblée générale ;

8° sur le coût des avertissements à donner aux retardataires pour le paiement arriéré des cotisations et des droits d'entrée ;

9° sur les prescriptions concernant le traitement des malades et la fourniture des médicaments, les déclarations de la maladie, la conduite et le service du contrôle des malades ;

10° sur la rétribution à allouer au caissier-comptable ainsi que sur son cautionnement ;

11° sur toutes les affaires qui lui seront soumises dans ce but par la direction ou par l'autorité de surveillance.

Les décisions mentionnées au chiffre 9 seront à communiquer de suite à l'autorité de surveillance, de plus elles doivent être portées à la connaissance des assurés.

VI. — Comptabilité de la Caisse.

Art. 57. La comptabilité et la gestion de la Caisse, organisées d'après les dispositions de la loi, les décisions du Gouvernement prises en vertu de l'art. 37 de la loi, les dispositions des statuts, les délibérations prises par la direction et l'assemblée générale, sont confiées aux soins d'un comptable à désigner par la direction. Ce comptable peut être congédié dans le délai déterminé de trois mois et n'est pas nécessairement membre de la Caisse.

Art. 58. La comptabilité des recettes et des dépenses de la Caisse sera tenue séparément de la comptabilité de toutes les recettes et dépenses étrangères au but de la Caisse ; ses fonds en caisse seront conservés à part (art. 36 de la loi).^a

Il est interdit d'employer l'avoir de la Caisse ou de prélever des cotisations sur les assurés et les patrons pour des dépenses autres que pour les secours statutaires, la formation et le complément statutaires du fonds de réserve et le paiement des frais d'administration.

Art. 59. Le caissier-comptable paiera aux membres les secours en argent en cas de maladie sur la production des certificats de maladie (art. 25). Au début de la maladie, s'il s'agit d'un des cas prévus à l'art. 17, il doit demander

4) Abnahme der Jahresrechnung und Bestellung eines aus sechs Mitgliedern bestehenden Ausschusses zur Überprüfung derselben ;

5) Beschlussnahme über die Verfolgung von Ansprüchen, welche der Kasse gegen Vorstandsmitglieder aus deren Amtsführung erwachsen sind, und Wahl der damit zu Beauftragenden ;

6) Entscheidung über Beschwerden von Kassemitgliedern und Arbeitgebern gegen den Vorstand ;

7) Beschlussnahme über Vorschläge von Mitgliedern der Generalversammlung ;

8) Festsetzung des Betrages, der für Mahnungen an die Einzahler rückständiger Beiträge oder Eintrittsgelder zu entrichtenden Mahngebühr ;

9. Beschlussnahme über Vorschriften, betreffend die Krankenbehandlung und Lieferung von Arzneimitteln, die Krankmeldung, das Verhalten der Kranken und die Krankenaufsicht ;

10) Festsetzung der Vergütung für den Rechnungsführer und der von demselben zu stellenden Caution ;

11) Berathung und Beschlussnahme über alle Angelegenheiten, welche ihr zu diesem Zweck von dem Vorstand oder von der Aufsichtsbehörde vorgelegt werden.

Die gemäß Ziffer 9 beschlossenen Vorschriften sind der Aufsichtsbehörde ohne Verzug mitzutheilen und zur Kenntniss der Versicherten zu bringen.

VI. — Rechnungs- und Kassenführung.

Art. 57. Die Rechnungs- und Kassenführung wird unter Beobachtung der Vorschriften des Krankenversicherungsgesetzes, der von der Regierung auf Grund des Art. 37 erlassenen Anordnungen und der Bestimmungen dieses Statuts, sowie nach Maßgabe der vom Vorstande und der Generalversammlung gefassten Beschlüsse von einem Rechnungs- und Kassensführer wahrgenommen, welcher vom Vorstande unter Vorbehalt einer dreimonatlichen Kündigung angestellt wird und nicht Mitglied der Kasse zu sein braucht.

Art. 58. Der Rechnungs- und Kassensführer hat die Einnahmen und Ausgaben der Kasse von allen den Zwecken der Kasse fremden Vereinnahmungen und Ver- ausgaben getrennt festzustellen und zu verrechnen, ebenso ihre Bestände gesondert zu verwahren.

Zu anderen Zwecken, als den nach diesem Statut zu gewährenden Unterstützungen, der statutenmäßigen Ansammlung und Ergänzung des Reservefonds und der Deckung der Verwaltungskosten dürfen Verwendungen aus dem Vermögen der Kasse nicht gemacht und Beiträge von den Mitgliedern und Arbeitgebern nicht erhoben werden.

Art. 59. Die den Mitgliedern zu gewährenden Krankengelder hat der Rechnungs- und Kassensführer gegen Einlieferung der Krankenscheine (Art. 25) zu zahlen. Bei Beginn einer Erkrankung ist vor der erstmaligen Zah-

une décision à la direction, avant de faire le premier versement de secours.

Art. 60. Les indemnités mortuaires et toutes les autres dépenses à la charge de la Caisse seront payées sur mandats du président de la direction.

Art. 61. Si une maladie est la suite d'un accident donnant lieu à réparation conformément à la loi sur l'assurance contre les accidents, et si l'incapacité du travail se continue au-delà de la quatrième semaine qui suit le début de la maladie, le caissier-comptable est tenu d'en faire la communication au comité-directeur de l'association d'assurance contre les accidents et ce dans le courant de la semaine qui suit l'expiration du délai préindiqué de quatre semaines.

Art. 62. Le caissier-comptable encaissera les droits d'entrée et les cotisations à leur échéance. Si le paiement ne se fait pas à l'époque prescrite, un avertissement doit précéder le recouvrement par contrainte.

L'état des arriérés qui n'ont pas été payés dans le délai de deux semaines après l'avertissement, doit être soumis mensuellement à la direction, afin de faire procéder au recouvrement par la voie de contrainte des cotisations, des droits d'entrée, des amendes ou des frais d'avertissement.

Les frais d'avertissement sont fixés à 25 centimes, sans distinction du montant de la somme due.

Art. 63. La Caisse a la faculté de verser à la Caisse d'épargne ses excédents disponibles, quel qu'en soit le montant. Le taux d'intérêt à servir sera réglé par le Gouvernement, la Caisse d'épargne entendue.

Le versement est obligatoire lorsque l'encaisse dépasse mille francs, chiffre qui peut être réduit par la direction. Le Gouvernement peut autoriser en outre d'autres placements temporaires.

Les autres fonds sont employés en achat de la dette luxembourgeoise, ou, avec l'approbation du Gouvernement, en achat d'autres fonds publics ou d'obligations d'emprunts communaux.

Les obligations sont déposées à la Recette générale au fur et à mesure de leur acquisition.

Pour les titres de l'Etat du Grand-Duché, il sera fait une déclaration de dépôt contre certificat nominatif au nom de la Caisse.

Art. 64. La Caisse est à vérifier par le président avec le concours d'un patron et d'un assure, — tous deux membres de la direction, — au moins tous les trois mois et au moins une fois par an à l'improviste.

lung des Krankengeldes, sofern einer der im Art. 17 bezeichneten Fälle vorliegt, stets die Entscheidung des Vorstandes einzuholen.

Art. 60. Die Sterbegelder und alle übrigen von der Kasse zu bestreitenden Ausgaben sind auf jedesmalige Anweisung des Vorstehenden des Vorstandes zu leisten.

Art. 61. Jeden Erkrankungsfall, welcher nach einem nach dem Unfallversicherungsgeetze zu entschädigenden Unfall herbeigeführt ist, hat der Kassenführer, sofern mit dem Ablauf der vierten Woche der Krankheit die Erwerbsfähigkeit des Erkrankten noch nicht wieder hergestellt ist, binnen einer Woche nach diesem Zeitpunkte dem Vorstand der Unfall-Versicherungsgenossenschaft anzuzeigen.

Art. 62. Der Rechnungs- und Kassenführer hat die Eintrittsgelder und Beiträge alsbald nach deren Fälligkeit einzufassen. Sofern die Zahlung nicht rechtzeitig geleistet wird, hat der Beitreibung ein Mahnverfahren voranzugehen.

Das Verzeichnis der Rückstände, welche nicht auf einmalige Mahnung binnen einer Frist von zwei Wochen zur Kasse gezahlt werden, ist alle Monate dem Vorstande zur Verbeiführung der Beitreibung der Beiträge, der Eintrittsgelder, der Ordnungsstrafen oder der zu entrichtenden Mahngebühr vorzulegen.

Die zu entrichtende Mahngebühr wird, ohne Unterschied der Höhe der Gefallschuld, auf 25 Centimes festgesetzt.

Art. 63. Die Bezirkskrankenkasse ist befugt, verfügbare Bestände, ohne Rücksicht auf die Höhe des Betrages, bei der Sparkasse anzulegen. Der zu gewährende Zinsfuß wird durch die Regierung nach Anhörung der Sparkasse geregelt.

Die Anlage muß geschehen, wenn der Kassenbestand 1000 Franken übersteigt. Der Vorstand kann auch eine niedrigere Ziffer festsetzen. Mit Genehmigung der Regierung darf die Anlage vorübergehend auch in anderer Weise erfolgen.

Die übrigen Bestände sind in luxemburger Staatsschuld oder mit Genehmigung der Regierung in sonstigen öffentlichen Werthpapieren oder Gemeindeobligationen anzulegen.

Die Obligationen sind jedesmal nach Ankauf bei der General-Staatskasse zu hinterlegen.

Bei Hinterlegung der luxemburgischen Staatsschuldtiteln wird eine auf den Namen der Kasse lautende Komminativbescheinigung ausgestellt.

Art. 64. Die Kasse ist durch den Vorstehenden des Vorstandes, unter Huziehung eines den Arbeitgebern und eines den Kassenmitgliedern angehörenden Vorstandsmitgliedes alle drei Monate regelmäßig und jährlich mindestens einmal unvermutheter Weise zu prüfen.

La vérification doit porter chaque fois sur le placement réglementaire des fonds de la Caisse et sur la conservation des certificats de dépôt.

Art. 65. L'année financière se confond avec l'année du calendrier.

A la fin de l'année, et au plus tard le 31 janvier de l'année suivante, il y a lieu d'arrêter les livres de caisse et d'établir le compte annuel.

Celui-ci sera soumis à la direction avant le 15 février de l'année suivante.

La direction procédera à une révision préalable du compte et le soumettra, avant le 1^{er} mars, à la commission spéciale de vérification, et puis à l'assemblée générale, en y joignant les observations faites par les vérificateurs et restées encore sans solution.

L'assemblée générale, après avoir entendu la direction et le comptable sur les points litigieux, statue sur les difficultés et donne décharge, s'il y a lieu, sous réserve.

Art. 66. Les excédents disponibles après le règlement du compte sont versés au fonds de réserve.

Si les recettes de la Caisse ne suffisent pas à la fin de l'exercice pour le règlement des dépenses, il y a lieu de prélever le déficit sur le fonds de réserve.

La Caisse doit constituer un fonds de réserve représentant la moyenne des dépenses des trois derniers exercices et le complètera, s'il y a lieu, jusqu'à concurrence de ce montant. Aussi longtemps que le fonds de réserve n'aura pas atteint ce chiffre, il lui sera affecté au moins un dixième du total annuel des cotisations.

S'il ressort des comptes annuels de la Caisse que ses recettes ne suffisent pas à couvrir les dépenses, y compris les prélèvements pour le fonds de réserve, il faut ou élever les cotisations en se conformant aux dispositions de l'art. 26 de la loi, ou diminuer les prestations fournies par la Caisse.

S'il ressort, au contraire, des comptes annuels que les recettes dépassent les dépenses, il faut, dans le cas où le fonds de réserve a atteint le double du minimum légal, procéder ou bien à une diminution des cotisations, ou bien, en tenant compte des prescriptions des art. 16 et 26 de la loi, à une augmentation des allocations de la Caisse.

Si la direction de la Caisse néglige de délibérer sur ces modifications, le Gouvernement agira conformément à l'art. 29 de la loi.

Modification des statuts et dissolution de la Caisse

Art. 67. Les statuts de la Caisse ne peuvent être mo-

Die Prüfung hat sich jedesmal auch auf die vorschriftsmäßige Belegung des Kassenvermögens und auf die Verwahrung der Klage über die Niederlegung der Werthpapiere zu erstrecken.

Art. 65. Das Rechnungsjahr fällt mit dem Kalenderjahr zusammen. Alsbalb nach dem Jahreschlusse und spätestens mit dem 31. Januar des Folgejahres sind die Kassenbücher zu schließen und die Jahresrechnung aufzustellen. Die Jahresrechnung ist bis zum 15. Februar des Folgejahres dem Vorstande einzureichen.

Der Vorstand hat die vorgängig von ihm zu revidierende Rechnung sammt Belagen bis zum 1. März dem Rechnungsausschuß und demnachst mit den von letzterem gestellten und nicht erledigten Erinnerungen der Generalversammlung vorzulegen.

Diese beschließt, nach Anhörung des Vorstandes und des Rechnungsführers, über die nicht erledigten Erinnerungen und nimmt eintretendenfalls unter Vorbehalt der letzteren die Rechnung ab.

Art. 66. Die nach dem Jahresabschlusse verbleibenden Ueberschüsse fließen dem Reservefonds zu. Reichen nach dem Jahresabschlusse die Einnahmen der Kasse zur Deckung ihrer Ausgaben nicht aus, so ist der Fehlbetrag dem Reservefonds zu entnehmen.

Der Reservefonds ist bis zur Höhe der durchschnittlichen Ausgaben der letzten drei Rechnungsjahre anzukammeln und erforderlichenfalls bis zu diesem Betrage zu ergänzen. So lange der Reservefonds diesen Betrag nicht erreicht, ist demselben mindestens ein Zehntel des Jahresbetrages der Kassenbeiträge zuzuführen.

Geht aus den Jahresabschlüssen der Kassenbücher hervor, daß die Einnahmen der Krankenkasse zur Deckung der Ausgaben einschließlich der Rücklage für den Reservefonds nicht ausreichen, so ist entweder unter Berücksichtigung der Vorschriften des Art. 26 des Gesetzes eine Erhöhung der Beiträge oder eine Minderung der Kassenleistungen herbeizuführen.

Ergiebt sich dagegen aus den Jahresabschlüssen, daß die Jahreseinnahmen die Jahresausgaben übersteigen, so ist, falls der Reservefonds das Doppelte des gesetzlichen Mindestbetrages erreicht hat, entweder eine Ermäßigung der Beiträge, oder, unter Berücksichtigung der Vorschriften in Art. 16 und 26 des Gesetzes, eine Erhöhung der Kassenleistungen herbeizuführen.

Bersäumt der Kassenvorstand diese Abänderungen zu beschließen, so verfährt die Regierung gemäß Art. 29 des Gesetzes.

Abänderung des Statuts und Auflösung der Kasse.

Art. 67. Das Kassenstatut kann nur durch eine Ge-

diffé- qui par une assemblée générale, convoquée et délibérant dans les formes prescrites.

Les modifications des statuts qui auraient pour effet de diminuer l'importance des secours fournis par la Caisse ne s'appliquent point aux membres pour lesquels, lors de ces modifications, le droit au secours était né déjà en raison d'une maladie alors existante et cela pendant la durée de cette maladie.

Art. 68. La dissolution volontaire de la Caisse ne peut être prononcée que dans une assemblée spécialement convoquée à cet effet, au moins un mois à l'avance, avec indication expresse de l'ordre du jour et composée des trois quarts au moins des membres ayant droit de vote.

Cette décision doit réunir les suffrages des trois quarts des membres présents et tenir compte des prescriptions de l'art. 43 de la loi. Elle est soumise à l'approbation du Gouvernement.

La dissolution forcée a lieu dans les cas prévus par l'art. 26 de la loi et est soumise aux règles ordinaires des décisions de l'assemblée générale.

VII. — Publication.

Art. 69. Toutes les publications concernant la Caisse, particulièrement la convocation aux assemblées électorales et aux assemblées générales, les publications relatives à une modification des statuts, aux modifications du montant des cotisations et des secours, de la composition de la direction, ainsi que les publications relatives aux bureaux de déclarations et aux lieux de paiement, de même les prescriptions mentionnées à l'art. 56, alinéa 9, seront, jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale, portées à la connaissance des membres par des affiches apposées comme il est dit à l'art. 52.

Art. 70. Lors du premier paiement des cotisations, il sera remis à chaque sociétaire un exemplaire des présents statuts, ainsi qu'un livret (art. 36).

Ces pièces seront remises au sociétaire par l'intermédiaire du patron, si c'est lui qui fait le versement des cotisations.

Les sociétaires recevront de la même façon un exemplaire des modifications des statuts, à l'une des échéances qui suivent la modification.

VIII. — Contestations et recours.

Art. 71. Toutes les réclamations relatives aux secours doivent être adressées par écrit à la direction, qui y statue en premier lieu.

Pour le surplus, il sera procédé conformément aux règles édictées par l'art. 42 de la loi.

Les recours contre les décisions de l'autorité de surveil-

neralversammlung abgeändert werden, deren Zusammenberufung und Verhandlungen in der statutenmäßig vorgeschriebenen Form stattfinden haben.

Veränderungen des Statuts, durch welche die bisherigen Kassenleistungen herabgesetzt werden, finden auf solche Mitglieder, welchen bereits zur Zeit der Abänderung ein Unterstützungsanspruch wegen eingetretener Krankheit zusteht, für die Dauer dieser Krankheit keine Anwendung.

Art. 68. Die freiwillige Auflösung der Kasse kann nur in einer Generalversammlung beschlossen werden, welche eigens zu diesem Zwecke wenigstens einen Monat zum Voraus mit ausdrücklicher Angabe der Tagesordnung einzuberufen ist. wenigstens drei Viertel der stimmberechtigten Mitglieder müssen zugegen sein.

Dieser Beschluß muß mit drei Viertel der Stimmen der anwesenden Mitglieder gefaßt sein und den Bestimmungen des Art. 43 des Gesetzes Rechnung tragen. Er ist der Genehmigung der Regierung unterworfen.

Die Schließung der Kasse erfolgt in den durch Art. 26 vorgesehenen Fällen, und der dahingehende Beschluß ist in der gewöhnlichen Form der Generalversammlung zu nehmen.

VII. — Bekanntmachungen.

Art. 69. Alle, die Kasse betreffenden Bekanntmachungen, insbesondere die Einladungen zu Wahl- und Generalversammlungen, die Bekanntmachungen über Änderungen in der Höhe der Beiträge und Leistungen, in der Zusammensetzung des Vorstandes, sowie über die Melde- und Zahlstellen, und die in Art. 56, Ziffer 9 bezeichneten Vorschriften, werden bis zu anderweitiger Beschlußnahme der Generalversammlung durch öffentliche Anschläge, gemäß Art. 52, zur Kenntnis der Versicherten gebracht.

Art. 70. Ein Abdruck dieses Statuts wird bei der ersten Beitragszahlung, zugleich mit dem Quittungsbuch (Art. 36), jedem Kassenmitgliede eingehändigt.

Die Einhändigung erfolgt durch Vermittelung des Arbeitgebers, sofern die Beiträge durch denselben eingezahlt werden.

In gleicher Weise erhalten die Kassenmitglieder je ein Exemplar etwaiger Abänderungen des Statuts bei einer der nächsten auf die Abänderung folgenden Beitragszahlungen.

VIII. — Entscheidung von Streitigkeiten.

Art. 71. Reklamationen in Unterstützungs-Angelegenheiten sind schriftlich beim Kassenvorstande einzureichen, welcher vorerst entscheidet.

Im Uebrigen wird gemäß den Bestimmungen des Art. 42 des Gesetzes verfahren.

Den Beschwerden gegen die durch die Aufsichtsbehörde

lance statuant sur des amendes d'ordre et les recours administratifs sont à traiter conformément à l'art 54 de la loi

Si la Caisse entend faire usage de son droit de recours contre une décision du Gouvernement (art 26 § 3 et 43 § 2 de la loi), l'assemblée générale doit prendre une décision à cet égard dans les formes ordinaires, et charger de cette mission la direction ou un ou plusieurs membres de celle-ci

IX — Surveillance

Art 72 La surveillance de la Caisse est confiée spécialement à l'inspecteur du travail délégué à cet effet, sous le contrôle du Gouvernement

X — Mise en vigueur.

Art 73 Les présents statuts entreront en vigueur le 1^{er} décembre 1902

Les caisses régionales pour les autres cantons (Mersch, Clervaux, Redange, Wiltz, Echternach, Grevenmacher, Remich, Diekirch et Vianden) sont régies par des statuts identiques avec ceux reproduits ci-avant, sauf :

1° que les art. 12 et 20 des statuts de la caisse établie pour les cantons de *Diekirch* et de *Vianden* diffèrent en ce sens que, pour les 3^e, 4^e et 5^e classes :

a) le salaire quotidien moyen est fixe à fr. 3, a fr. 2 et respectivement à fr. 1,75 ;

b) le secours pécuniaire en cas d'incapacité de travail, à fr. 1,50, fr. 1, et resp. à fr. 0,87½ pour chaque journée de travail ;

c) les cotisations sont portées :
pour la 3^e classe, pour les membres à fr. 0,36 et pour les patrons à fr. 0,18 ;
pour la 4^e classe, pour les membres, à fr. 0,24 et pour les patrons, à fr. 0,12 ;
pour la 5^e classe, pour les membres à fr. 0,21 et pour les patrons, à fr. 0,10½ ;

2° que les art. 12 et 20 de la caisse établie pour le canton de *Remich* diffèrent en ce sens que, pour la 3^e classe :

a) le salaire quotidien moyen est fixe à fr. 3 ;

b) le secours pécuniaire en cas d'incapacité de travail à fr. 1,50 pour chaque journée de travail ;

c) les cotisations sont portées pour les membres à fr. 0,36 et pour les patrons à fr. 0,18

verhängten Ordnungsstrafen und die auf dem Verwaltungswege eingeleiteten Beschwerden sind gemäß Art 54 des Gesetzes zu behandeln

Wenn die Kasse von dem ihr zustehenden Rechte gegen einen von der Regierung (Art 26, § 3 und 43 § 2) erlassenen Beschluß Rekurs einzulegen Gebrauch machen will, so muß die Generalversammlung in der gewöhnlichen Form einen diesbezüglichen Entschluß fassen und den Vorstand oder einen oder mehrere Mitglieder derselben mit der Ausführung beauftragen

IX — Beaufsichtigung der Kasse

Art 72 Die Aufsicht der Kasse wird, unter Oberaufsicht der Regierung, von dem hierzu delegierten Gewerksinspektor wahrgenommen

X — Inkraftsetzung.

Art 73. Das vorstehende Statut tritt mit dem 1. Dezember 1902 in Kraft

Die Statuten der andern Bezirkskrankenkassen (Mersch, Clerv, Redingen, Wiltz, Echternach, Grevenmacher, Remich, Diekirch und Vianden) stimmen mit den obigen genau überein, nur daß

1° Art 12 und 20 der für die Bezirkskrankenkasse der Kantone *Diekirch* und *Vianden* maßgebenden Statuten insofern verschieden sind, daß für die 3., 4. und 5. Klasse

a) der durchschnittliche Tageslohn auf Fr. 3, Fr. 2 und resp. Fr. 1,75 festgesetzt ist,

b) das Krankengeld im Falle von Erwerbsunfähigkeit Fr. 1,50, Fr. 1 und resp. Fr. 0,87½ für jeden Arbeitstag beträgt ;

c) die Beiträge festgesetzt sind.
für die 3. Klasse, für die Mitglieder auf Fr. 0,36 und für die Arbeitgeber auf Fr. 0,18 ;
für die 4. Klasse, für die Mitglieder auf Fr. 0,24 und für die Arbeitgeber auf Fr. 0,12 ;
für die 5. Klasse, für die Mitglieder auf Fr. 0,21 und für die Arbeitgeber auf Fr. 0,10½ ;

2° Art 12 und 20 der für die Bezirkskrankenkasse des Kantons *Remich* maßgebenden Statuten insofern verschieden sind, daß für die 3. Klasse :

a) der durchschnittliche Tageslohn auf Fr. 3 festgesetzt ist ;

b) das Krankengeld im Falle von Erwerbsunfähigkeit Fr. 1,50 für jeden Arbeitstag beträgt,

c) die Beiträge für die Mitglieder auf Fr. 0,36 und für die Arbeitgeber auf Fr. 0,18 festgesetzt sind.

Avis — Justice.

A partir d'aujourd'hui jusqu'à la fin de l'année judiciaire, il sera tenu à la justice de paix du canton de Luxembourg une seconde audience par semaine pour les affaires de police; cette audience est fixée au samedi, de neuf heures du matin à midi.

Luxembourg, le 12 novembre 1902

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

*Arrêté du 12 novembre 1902 portant approbation
des statuts de la caisse de fabrique de la
Manufacture de gants Albert Reinhard à
Luxembourg.*

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi du 31 juillet 1901, concernant l'assurance obligatoire des ouvriers contre les maladies;

Attendu que le sieur Albert Reinhard, fabricant de gants à Luxembourg, dont l'établissement se trouve dans les conditions prévues par la loi, a manifesté l'intention d'instituer une caisse spéciale de secours en cas de maladie;

Attendu que les statuts de cette caisse, établis conformément aux dispositions légales, sont en concordance avec les lois et règlements;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les statuts de la caisse de secours en cas de maladie, établie pour la maison Albert Reinhard de Luxembourg, sont approuvés.

Art. 2. Le présent arrêté, avec les statuts y annexés, sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 12 novembre 1902.

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Bekanntmachung. — Justiz.

Vom heutigen Tage ab bis zu Ende des Gerichtsjahres wird beim Friedensgericht des Kantons Luxemburg wöchentlich eine zweite Sitzung für die Polizeisachen abgehalten; diese Sitzung ist auf Samstags, von neun Uhr Morgens bis Mittag festgesetzt.

Luxemburg, den 12. November 1902.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

Beschluß vom 12. November 1902, die Genehmigung des Statuts der Krankenkasse der Handschuhfabrik Albert Reinhard in Luxemburg betreffend.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 31. Juli 1901, die Arbeiter-Krankenversicherung betreffend;

In Erwägung, daß Hr. Albert Reinhard, Handschuhfabrikant in Luxemburg, dessen Fabrik die gesetzlichen Vorbedingungen hierzu erfüllt, erklärt hat, für seine Arbeiter eine besondere Krankenkasse errichten zu wollen;

In Erwägung, daß das Statut dieser Kasse, welches den gesetzlichen Bestimmungen gemäß aufgestellt ist, den diesbezüglichen Gesetzen und Verordnungen entspricht;

Beschließt :

Art. 1. Das Statut der Krankenkasse der Firma Albert Reinhard zu Luxemburg wird hiermit genehmigt.

Art. 2. Gegenwärtiger Beschluß nebst dem dazu gehörigen Statut soll im „Mémorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 12. November 1902.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

Statut der Krankenkasse der Handschuhfabrik Albert Reinhard in Luxemburg.

Name und Sitz der Kasse.

Art. 1. Die Firma Albert Reinhard zu Luxemburg errichtet auf Grund des Art. 14 des Gesetzes vom 31. Juli 1901 eine Krankenkasse, welche den Namen *«Krankenkasse für die Fabrik der Firma Albert Reinhard»* führt und ihren Sitz zu Luxemburg hat.

Versicherungspflicht.

Art. 2. Alle in der Fabrik der Firma Albert Reinhard gegen Gehalt oder Lohn beschäftigten Personen gehören mit dem Tage des Eintritts in die Beschäftigung der Kasse als versicherungspflichtige Mitglieder an, sofern die Beschäftigung nicht durch die Natur ihres Gegenstandes nur vorübergehend, oder im Voraus durch den Arbeitsvertrag auf einen Zeitraum von weniger als einer Woche beschränkt ist.

Befreit von dieser Versicherungspflicht sind :

a) Betriebsbeamte, deren Arbeitsverdienst an Gehalt oder Lohn 10 Franken für den Arbeitstag oder 3000 Franken für das Jahr übersteigt ;

b) diejenigen Personen, welche den Nachweis erbringen, dass sie Mitglieder einer von der Regierung zugelassenen auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskasse sind. (Art. 3a des Gesetzes.)

Als Gehalt oder Lohn gelten auch Tantiemen oder Naturalbezüge.

Auf ihren Antrag sind diejenigen Personen vom Versicherungszwang zu entbinden, welchen für den Fall der Erkrankung ein Rechtsanspruch während wenigstens dreizehn Wochen, entweder auf fortgesetzte Lohn- oder Gehaltsauszahlung, oder auf eine den Bestimmungen des Art. 14 des Krankenversicherungsgesetzes entsprechende oder gleichwertige Unterstützung zusteht.

Die versicherungspflichtigen Mitglieder erhalten spätestens am ersten Lohnungstage nach ihrem Eintritt ein Exemplar dieses Statuts. Sie müssen Mitglieder der Kasse bleiben, so lange ihre Beschäftigung in der Fabrik dauert, können aber mit dem Schluss des Rechnungsjahres aussetzen, wenn sie den Austritt spätestens drei Monate vorher bei dem Kassenvorstande beantragen und vor dem Schluss des Rechnungsjahres nachweisen, dass sie Mitglieder einer den Anforderungen des Art. 3a des Krankenversicherungsgesetzes genügenden Hilfskasse geworden sind.

Freiwillige Mitgliedschaft.

Art. 3. 1. Alle nicht versicherungspflichtige Personen, welche in der Fabrik beschäftigt sind, können der Kasse durch schriftliche oder mündliche Anmeldung bei dem Kassenvorstande beitreten ; sie erhalten aber keinen Anspruch auf Unterstützung im Falle einer bereits zur Zeit ihrer Anmeldung eingetretenen Erkrankung.

Der Kassenvorstand kann den Gesundheitszustand solcher freiwilliger Mitglieder ärztlich untersuchen lassen. Ergibt die Untersuchung zwar keine bereits eingetretene Erkrankung, aber einen nicht normalen Gesundheitszustand, so wird der Anspruch auf Krankenunterstützung erst nach Ablauf von sechs Wochen, vom Tage der Aufnahme ab erworben.

Freiwillig beitretende Personen erhalten vom Kassenvorstande spätestens am ersten Lohnungstage nach bewirkter Anmeldung eine Bescheinigung über dieselbe mit einem Exemplar dieses Statuts.

2. Kassenmitglieder, welche aus der Beschäftigung in der Fabrik ausscheiden und nicht zu einer Beschäftigung übergehen, vermöge welcher sie Mitglieder einer anderen Betriebs (Fabrik-) oder einer Bezirkskrankenkasse werden, bleiben so lange freiwillige Mitglieder, als sie im Kreis der Kasse sich aufhalten und die vollen Kassenbeiträge einschließlich des Zuschusses der Arbeitgeber entrichten, es sei denn, dass sie binnen einer Woche bei dem Vorstande anderweitige Absichten bekunden.

Die nach dem Ausscheiden aus der Fabrik bei der Kasse verbliebenen Personen können weder Stimmrecht ausüben, noch Kassenämter bekleiden.

3. Die Mitgliedschaft für nicht versicherungspflichtige Personen erlischt :

a) durch mündliche oder schriftliche Austrittserklärung an den Kassenvorstand ;

b) wenn an zwei aufeinanderfolgenden Zahlungsterminen nicht die vollen Beiträge geleistet werden.

Eintrittsgeld.

Art. 4. Ein Eintrittsgeld im Betrage des für sechs Wochen zu leistenden vollen Kassenbeitrages wird nur von denjenigen neu beitretenden Mitgliedern erhoben, welche seit den letzten dreizehn Wochen keiner anderen Krankenkasse angehört haben.

Das Eintrittsgeld ist von zu dessen Zahlung verpflichteten Mitgliedern an dem Fälligkeitstermin des ersten ordentlichen Beitrages zu entrichten.

Ausschluss aus der Krankenkasse.

Art. 5. Freiwillige Kassenmitglieder, welche wiederholt der Kasse durch betrügerische Handlungen geschadet haben, können vom Vorstande aus der Kasse ausgeschlossen werden.

Krankenunterstützung für die in der Fabrik beschäftigten Mitglieder.

Art. 6. Als Krankenunterstützung gewährt die Kasse den in der Fabrik beschäftigten Mitgliedern :

Vom Beginn der Krankheit ab freie ärztliche Behandlung, freie Arznei, sowie Brillen, Bruchbänder und ähnliche Heilmittel.

Zu diesem Zweck hat der Kassenvorstand mit den Aerzten, Apothekern und, wenn thunlich, mit Krankenhausern schriftliche Verträge abzuschliessen, und zwar in doppelter Ausfertigung, und höchstens für die Dauer von drei Jahren.

Die Verträge müssen folgenden Bedingungen entsprechen:

1) ausser den kontrahierenden Aerzten und Apothekern werden alle zur Ausübung der Heilkunde im Grossherzogthum zugelassenen Aerzte und Apotheker, welche den Vertragsbestimmungen schriftlich beistimmen, in eine laufende Liste eingetragen, welche den Betheiligten zur Kenntnis gebracht wird;

2) bei Beginn jeder Krankheit hat der Kranke das Recht aus dieser Liste *einen* Arzt und *einen* Apotheker zu wählen. Eine Abänderung an dieser Wahl während dem Laufe derselben Krankheit ist nur mit Genehmigung des Kassenvorstandes zulässig;

3) die Bezahlung aller zugelassenen Aerzte erfolgt nach einem durch die Generalversammlung nach Anhörung des Medizinalkollegiums zu bestimmenden Modus;

4) alle Reisekosten, welche im Interesse von Kassemitgliedern und andern nicht zur Kasse gehörigen Klienten verursacht werden, sind der Kasse im Verhältnis der Gesamtzahl der im Laufe derselben Reise besuchten Kranken zu vergüten.

In Rechnung werden nur die im Bezirke der Kasse ausgeführten Reisen gebracht, sofern der Kassenvorstand nicht anders bestimmt hat;

5) beim Verordnen der Arzneien, Mineralwasser, Weine, Bruchbänder und aller andern Heilmittel beobachten die Aerzte die durch die Regierung vorgeschriebenen Bestimmungen zwecks Behandlung der auf Kosten der Armenpflege behandelten Kranken, sowie die durch den Kassenvorstand nach Anhörung des Medizinalkollegiums zu erlassenden Vorschriften;

6) der Kassenvorstand ordnet eine Krankenüberwachung an, welcher alle Aerzte sich bedingungslos zu unterwerfen haben;

7) die Apotheker müssen der Kasse die Arzneimittel, Weine, Mineralwasser, Bruchbänder und alle andern Heilmittel mindestens zu denselben Bedingungen wie den Armenbüreaux liefern;

8) die in einem der Kasse nicht zugehörigen Krankenhäuser behandelten Kranken haben sich den Vorschriften dieser Anstalt zu unterwerfen;

9) sofern die Heilkunstverständigen die sie betreffenden Bestimmungen nicht gewissenhaft befolgen, kann der Kassenvorstand dieselben wegen schwerer Pflichtwidrigkeiten dem Medizinalkollegium zur Verhängung weiterer Disciplinarstrafen anzeigen.

11 Im Falle der Erwerbsunfähigkeit vom dritten Tage nach dem Tage der Erkrankung ab für jeden Arbeitstag ein Krankengeld in Höhe der Hälfte:

A. des durchschnittlichen Tagelohnes der Mitglieder. Dieser Tagelohn ist zur Zeit festgesetzt:

a) für Mitglieder, welche 5 Fr. und mehr verdienen, auf Fr. 5;

b) für Mitglieder, welche 4—5 Franken verdienen, auf Fr. 4,50;

c) für Mitglieder, welche 3—4 Franken verdienen, auf Fr. 3,50;

d) für weibliche Mitglieder über 16 Jahre, welche weniger als 3 Fr. verdienen, auf Fr. 2;

e) für männliche Mitglieder unter 16 Jahren, welche weniger als 3 Fr. verdienen, auf Fr. 1,75;

f) für weibliche Mitglieder unter 16 Jahren, welche weniger als 2 Fr. verdienen, auf Fr. 1,25.

Findet eine anderweite Feststellung der vorstehenden Sätze durch die Regierung statt, so treten die neuen Sätze an die Stelle der vorstehenden. Dieselben sind durch Anschlag in allen Arbeitsräumen der Fabrik bekannt zu machen.

Für Mitglieder, deren Löhnung nach Akkordsätzen oder in wechselnder Höhe erfolgt, wird der Durchschnittsverdienst der drei letzten, der Erkrankung vorausgegangenen Lohnzahlungsperioden, oder, wenn das Mitglied nicht während dieser ganzen Zeit im Betriebe beschäftigt war, der Durchschnittsverdienst eines in gleichartiger Beschäftigung stehenden Mitgliedes zu Grunde gelegt. Die Feststellung erfolgt auf Grund der Lohnliste durch den Kassenvorstand.

Unter die Bezeichnung « Krankheiten » fallen auch die Verwundungen. Als Tag des Beginnes der Krankheit gilt der Tag der Anmeldung derselben, es sei denn, dass ihr früherer Ursprung unwiderleglich nachgewiesen werde.

Das Krankengeld wird bei jeder regelmässigen Löhnung gezahlt, doch können auch Abschlagszahlungen, sowie Kredite auf Krankenlohn bewilligt werden.

Die Krankenunterstützung wird für die Dauer der Krankheit gewährt; sie endet spätestens mit dem Ablauf der dreizehnten Woche nach Beginn der Krankheit, im Falle der Erwerbsunfähigkeit (Absatz 1, Ziffer 3) spätestens mit Ablauf der dreizehnten Woche nach Beginn des Krankengeldbezuges. Endet der Bezug des Krankengeldes erst nach Ablauf der dreizehnten Woche nach dem Beginn der Krankheit, so endet mit dem Bezuge des Krankengeldes zugleich auch der Anspruch auf die im Absatz 1 unter Ziffer 1 und 2 bezeichneten Leistungen.

Krankenunterstützung für nicht im Betriebe beschäftigte Mitglieder.

Art. 7. Mitglieder, welche nach ihrem Ausscheiden aus der Fabrik bei der Kasse verbleiben (Art. 5, no 3), erhalten als Krankenunterstützung, so lange sie sich im Bezirke der Krankenkasse aufhalten, die Unterstützung nach Art. 6, nach derjenigen Mitgliederklasse, welcher sie vor ihrem Ausscheiden aus der Fabrik zuletzt angehört haben.

1202

Verpflegung im Krankenhaus.

Art. 8. Der Vorstand kann an Stelle der Krankenunterstützung der Art. 6, und 7 freie Kur und Verpflegung im Krankenhaus gewähren, und zwar :

1) für diejenigen Mitglieder, welche verheirathet sind oder eine eigene Haushaltung haben oder Mitglieder der Haushaltung ihrer Familie sind, mit ihrer Zustimmung oder unabhängig von derselben, wenn die Art der Krankheit Anforderungen an die Behandlung oder Verpflegung stellt, welchen in der Familie des Erkrankten nicht genügt werden kann, oder wenn die Krankheit eine ansteckende ist, oder wenn der Erkrankte wiederholt den in Art. 17 Nr. 2 erwähnten Vorschriften zuwidergehandelt hat, oder wenn dessen Zustand oder Verhalten eine fortgesetzte Beobachtung erfordert, worüber der behandelnde Arzt entscheidet ;

2) für sonstige Erkrankte unbedingt.

Hat der in einem Krankenhaus Untergebrachte Angehörige, deren Unterhalt er bisher ganz oder theilweise aus seinem Arbeitsverdienste bestritten hat, so ist neben der freien Kur und Verpflegung die Hälfte des in den Art. 6 u. 7 als Krankengeld festgesetzten Betrages zu gewähren.

Hat der in einem Krankenhaus Untergebrachte keine solche Angehörigen, so erhält derselbe neben freier Kur und Verpflegung ein Krankengeld in Höhe bis zu einem Achtel des im Art. 6 festgesetzten durchschnittlichen Tagelohnes.

Unterstützung der Wöchnerinnen.

Art. 9. Weiblichen Mitgliedern, welche innerhalb des letzten Jahres, vom Tage der Entbindung ab gerechnet, mindestens sechs Monate hindurch einer auf Grund des Krankenversicherungsgesetzes errichteten Krankenkasse angehört haben, wird im Falle der Entbindung auf die Dauer von vier Wochen nach ihrer Niederkunft eine Unterstützung in Höhe des Krankengeldes gewährt. Erkrankungen, welche bei der Entbindung oder während der Dauer des Wochenbettes eintreten, begründen denselben Anspruch auf Unterstützung wie andere Erkrankungen.

In den im Art. 8 bezeichneten Fällen kann der Kassenvorstand den Wöchnerinnen freie Behandlung und Verpflegung in einem Krankenhaus oder in einem Asyle gewähren.

Für Ehefrauen von Mitgliedern wird ebenfalls bis zum Ablauf von drei Wochen nach der Entbindung eine Unterstützung gewährt.

Art. 10. Im Erkrankungsfalle hat das Mitglied sich durch Vermittelung seines unmittelbaren Vorgesetzten durch den Vorsitzenden des Vorstandes oder durch die von ihm bezeichnete Person einen Schein ausstellen zu

lassen, welcher zunächst als Legitimation bei dem behandelnden Arzte dient.

Auf diesem Schein wird vermerkt :

A. durch den behandelnden Arzt :

1° Art, Beginn und wahrscheinliche Dauer der Krankheit ;

2° ob der Kranke im Spital verpflegt wird, oder in seiner Wohnung ;

3° Tag des Aufhorens und des Wiederbeginns der Arbeitsfähigkeit ;

B. durch den Vorgesetzten :

1° Aus- und Wiedereintritt in die Arbeit ;

2° Lohnsatz ;

3° ob an Sonn- und Feiertagen von dem Mitgliede gearbeitet wurde oder nicht.

Ueber diese Scheine ist vom Aussteller, sowie von dem behandelnden Arzte ein Register mit Angabe der betreffenden Bemerkungen zu führen.

Behufs Erlangung des Krankengeldes meldet sich das Mitglied mit obigem Scheine bei dem Rechnungsführer, welcher auf demselben den zu beanspruchenden Krankengeld berechnen und dann zur Auszahlung bringt, worauf das Mitglied auf demselben Scheine quittirt. Arbeitete das Mitglied an Sonn- und Feiertagen nicht, so werden diese Tage von denjenigen der Erwerbsunfähigkeit abgezogen.

Erkrankte und in Folge von Krankheit erwerbsunfähige Kassenmitglieder müssen die Vorschriften des sie behandelnden Arztes gewissenhaft befolgen und dürfen insbesondere ihre Wohnung nur mit Bewilligung des behandelnden Arztes verlassen, alkoholische Getränke nur auf Verordnung des Arztes gemessen, kein öffentliches Lokal besuchen, keine auf Erwerb gerichtete oder sonst ihre Genesung hindernde Handlung vornehmen, die Arbeit nicht aufnehmen bevor der behandelnde Arzt sie für genesen erklärt hat.

Bei Zuwiderhandlungen gegen vorstehende Vorschriften, insoweit dieselben durch Art. 17, Nr. 1 und 2 des Gesetzes vom 31. Juli 1901 vorgesehen sind, werden die Krankengelder nicht ausbezahlt.

Besondere Pflichten der aus der Fabrik ausgeschiedenen Mitglieder in Krankheitsfällen.

Art. 11. An Kassenmitglieder der im Art. 3 (§ 2) bezeichneten Art erfolgt die Auszahlung des Krankengeldes gegen kostenlose Einlieferung an den Kassenvorstand eines von einem zugelassenen Arzte ausgestellten Krankenscheines, in welchem die Zahl der Tage, während welcher der Erkrankte erwerbsunfähig war und erstmalig auch der Tag der Erkrankung angegeben sein muss.

Dem erstmaligen Krankenscheine ist eine Bescheinigung der Gemeindebehörde des Aufenthaltsortes darüber be-

zufügen, dass der Erkrankte nicht vermöge seiner derzeitigen Beschäftigung gesetzlich einer anderen Krankenkasse zugehört, oder dass er nicht thatsächlich einer anderen Kasse beigetreten ist.

Das Krankengeld ist bei der Kasse persönlich oder durch einen Bevollmächtigten zu erheben, sofern das Mitglied nicht bei Einsendung des Krankenscheines die Uebersendung durch Postanweisung auf seine Kosten beantragt.

Der Kassenvorstand ist befugt, für alle aus der Fabrik ausgeschiedenen Mitglieder besondere Ueberwachungs-vorschriften zu erlassen, und kann derselbe für Nichtbeachtung dieser Vorschriften Geldstrafen bis zu 20 Fr. verhängen und die Auszahlung des Krankengeldes bis zur Feststellung des Anspruchs auf Zuwendung verweigern.

Kürzung der Krankenunterstützung wegen Doppel-Versicherung.

Art. 12. Die Mitglieder sind bei Vermeldung einer Ordnungsstrafe bis zu 20 Fr. verpflichtet, andere von ihnen persönlich oder von ihren Familienmitgliedern eingegangene Versicherungsverhältnisse, binnen sechs Tagen vom Tage des Eintritts in die andere Kasse oder vom Tage seines Beitritts zu der neuen Krankenversicherung ab, dem Kassenvorstande anzuzeigen und demselben auf alle auf diese andere Versicherung bezüglichen Fragen gewissenhaft zu antworten.

Einem Mitgliede, welches gleichzeitig anderweitig gegen Krankheit versichert ist, wird das durch Art. 6 und 7 festgesetzte Krankengeld so weit gekürzt, als dasselbe zusammen mit dem aus anderweiter Versicherung bezogenen Krankengelde den vollen Betrag des durchschnittlichen Arbeitsverdienstes derjenigen Arbeiterkategorie, welcher das Mitglied angehört, übersteigen würde.

Nichtgewährung und zeitweilige Aufhebung der Kranken-Unterstützungen

Art. 13. Mitgliedern, welche sich eine Krankheit vorsätzlich oder durch schuldhafte Betheiligung bei Schlägereien oder Raufhändeln, durch Trunkfälligkeit oder geschlechtliche Ausschweifungen zugezogen haben, kann die in Art. 6 und 7 vorgesehene Krankenunterstützung vom Kassenvorstande ganz oder theilweise vorenthalten werden.

Einem Kassenmitglied, welches bei statutenmässigen Unterstützungen ununterbrochen oder im Laufe eines Kalenderjahres für dreizehn Wochen bezogen hat, wird im Falle einer neuen Erkrankung nur mehr der gesetzliche Mindestbetrag der Krankenunterstützung gewährt. Dasselbe Mitglied kann erst nach Ablauf einer Zeitperiode von wenigstens dreizehn Wochen vom Tage der letzten Unterstützungszuwendung ab bis zum Eintritt der neuen Erkrankung die vollen statutarischen Unterstützungsbeiträge wieder beziehen.

Sterbegeld.

Art. 14. Für den Todesfall eines Mitgliedes gewährt die Kasse ein Sterbegeld im zwanzigfachen Betrage des für den Versicherten massgebenden durchschnittlichen Tagelohnes, ohne dass jedoch dieser Betrag 80 Fr. übersteigen oder unter 40 Fr. herabgehen kann.

Bei Selbstmord ist das Sterbegeld nicht geschuldet.

Beim Tode der Ehefrau oder eines noch nicht vierzehnjährigen Kindes eines Mitgliedes wird, falls diese Personen nicht selbst dem Versicherungszwang unterliegen, ein Sterbegeld, und zwar für die ersteren im Betrage von zwei Dritteln, für das letztere im halben Betrage des für das Mitglied festgestellten Sterbegeldes gewährt.

Das Sterbegeld wird beim Tode des Versicherten an dessen Witwe oder sonstige nahe Verwandte, welche sein Begräbnis besorgt haben, beim Tode der Ehefrau oder des Kindes an den Versicherten ausbezahlt und zwar binnen vierundzwanzig Stunden nach Eingang an den Präsidenten des Kassenvorstandes einer diesbezüglichen Anmeldung nebst einem Auszug aus dem Civilstandsregister.

Unterstützung bei Erwerbslosigkeit.

Art. 15. Personen, welche nach dem Ausscheiden aus der Mitgliedschaft einer Fabrik- oder Bezirk-krankenkasse erwerbslos werden, behalten während der Dauer ihrer Erwerbslosigkeit ihre Ansprüche auf die gesetzlichen Mindestleistungen, jedoch nicht für einen längeren Zeitraum als sie der Kasse angehört haben und höchstens für drei Wochen.

Wenn in solchen Fällen der Unterstützungsberechtigte ausserhalb des Bezirkes der Kasse wohnt, so ist Art. 53 des Gesetzes vom 31. Juli 1901 anwendbar.

Beiträge.

Art. 16. Die Beiträge werden festgesetzt auf 3 Prozent des durch Art. 6 Nr. 2 für jede der dort bezeichneten Mitgliederklassen festgesetzten durchschnittlichen Tagelohnes, und zwar wöchentlich bei einem durchschnittlichen Tagelohn

	Für den Arbeiter,	für den Arbeitgeber.
1. von 5.00 Fr. auf	0,60 Fr.,	0,50 Fr.
2. » 4,50 » »	0,54 »	0,27 »
3. » 3,50 » »	0,42 »	0,21 »
4. » 2,00 » »	0,24 »	0,13 »
5. » 1,75 » »	0,21 »	0,10½ »
6. » 1,25 » »	0,15 »	0,07½ »

Die Beiträge sind zu jedem Lohnungstage, für die abgelaufene Lohnungsperiode, für die in der Fabrik beschäftigten versicherungspflichtigen Mitglieder von dem Arbeitgeber zur Kasse abzuführen. Die übrigen Mitglieder haben dieselben an den gleichen Tagen kostenfrei bei dem Kassenvorstand einzuzahlen.

Für die Dauer der Erwerbsunfähigkeit werden Beiträge nicht entrichtet.

Bei Feststellung der zu leistenden Beiträge wird jede Woche eine Lohnungsperiode mit sechs Arbeitstagen, ohne Berücksichtigung der Feiertage verrechnet, während die Arbeitstage an denen die Fabrik ruhte, nicht in Ausrechnung zu bringen sind.

Art. 17. Der Arbeitgeber ist befugt, an jedem Lohnungstage seinen versicherungspflichtigen Arbeitern zwei Drittel des Betrages der für sie entrichteten Beiträge, soweit ihr Anteil auf die Lohnungsperiode entfällt, vom Lohne abzuhalten.

Streitigkeiten zwischen dem Arbeitgeber und den von ihm beschäftigten Personen über die Berechnung und Anrechnung der Beiträge der letzteren werden von der Aufsichtsbehörde entschieden. (Art. 42 des Ges.)

Sonstige Einnahmen der Kasse.

Art. 18. Ausser etwaigen freiwilligen Zuwendungen und den kraft gesetzlicher Bestimmungen ihr zufallenden Strafgebern fliessen in die Kasse die vom Vorstand auf Grund des Statuts verhängten Strafgeelder, sowie diejenigen, welche durch die für die Fabrik erlassene Arbeitsordnung vorgesehen sind. Für angerichteten Schaden entrichtete Entschädigungsgelder sind nicht als Strafgeelder anzusehen.

Besondere Rechte der Kasse.

Art. 19. Die Fabrik-Krankenkasse ist eine Anstalt öffentlichen Nutzens und geniesst die durch Art. 13 des Gesetzes zugestandenen Rechte.

Für alle von der Kasse eingegangenen Verbindlichkeiten haften den Gläubigern nur das Gemeinvermögen derselben.

Die den Unterstützungsberechtigten gegen die Kasse zustehenden Forderungen können mit rechtlicher Wirkung weder gepfändet, noch übertragen, noch verpfändet, noch anderweit als auf rückständige Beiträge aufgerechnet werden.

Kassenführung und Rechnungslage.

Art. 20. Der Arbeitgeber bestellt unter seiner Verantwortlichkeit und auf seine Kosten einen Buchhalter, welcher die gesamte Rechnungs- und Kassenführung wahrzunehmen hat.

Die Einnahmen und Ausgaben der Kasse sind von allen den Zwecken der Kasse fremden Vereinnahmungen und Veranlagungen getrennt festzustellen; ihre Bestände sind besonders zu verwahren.

Der Rechnungsführer hat ein Kassenbuch zu führen, in das alle Einnahmen und Ausgaben der Kasse einzutragen sind. Dasselbe muss stets auf dem Laufenden gehalten sein, so dass zu jeder Zeit der Kassenstand festgestellt werden kann.

Der Buchführer stellt ferner den jährlichen Rechnungsabschluss und die vorgeschriebenen Uebersichten über

die Mitglieder, über Krankheits- und Sterbefälle, über die vereinnahmten Beiträge und die geleisteten Unterstützungen auf, welche sämtlich vom Vorstand geprüft und festgestellt und dann der Aufsichtsbehörde eingereicht werden.

Der Vorstand hat die vom Kassenführer aufgestellte Jahresrechnung aufzustellen, mit allen Belägen dem Revisionsausschuss (Art. 31 Nr. 1) zur Prüfung vorzulegen und spätestens bis zum 1. April des nächsten Jahres die Abnahme der Jahresrechnung bei der Generalversammlung zu beantragen.

Art. 21. Jeden Erkrankungsfall, welcher durch einen, nach dem Unfallversicherungsgesetze zu entschädigenden Unfall herbeigeführt ist, hat der Kassenführer, sofern mit dem Ablauf der vierten Woche der Krankheit die Erwerbsfähigkeit des Erkrankten noch nicht wiederhergestellt ist, binnen einer Woche nach diesem Zeitpunkt dem Vorstände der Unfall-Versicherungsgenossenschaft anzuzeigen.

Anlage der Kassengelder.

Art. 22. In der Kasse muss zur Deckung der laufenden Ausgaben stets ein entsprechender Barbestand vorhanden sein, welcher jedoch der Regel nach den Betrag einer Monatsausgabe nicht übersteigen darf. Die hierüber hinausgehenden Bestände müssen auf den Namen der Kasse nach Vorschrift des Art. 36 des Kranken-Versicherungsgesetzes angelegt werden.

Reichen die Bestände nicht aus, um die laufenden Ausgaben der Kasse zu decken, so sind vom Arbeitgeber die erforderlichen Vorschüsse zu leisten, welche ihm aus etwaigen späteren Ueberschüssen erstattet werden.

Wertpapiere der Kasse, welche nicht lediglich zur vorübergehenden Anlegung zeitweilig verfügbarer Betriebsgelder für die Kasse erworben werden, sind bei dem Generaleinnehmer (Art. 36 des Kranken-Versicherungsgesetzes) niederzulegen. Die Niederlegungsscheine darüber sind mit den Kassenbeständen zu verwahren.

Reservefonds.

Art. 23. Die Kasse hat einen Reservefonds im Mindestbetrage der durchschnittlichen Jahresausgabe der drei letzten Jahre anzusammeln und erforderlichenfalls bis zu dieser Höhe zu ergänzen. So lange der Reservefonds diesen Betrag nicht erreicht, ist demselben mindestens ein Zehntel des Jahresbetrages zuzuführen.

Erhöhung der Beiträge und Ermässigung der Kassenleistungen.

Art. 24. Ergibt sich aus den Jahresabschlüssen, dass die Einnahmen der Kasse zur Deckung ihrer Ausgaben, einschliesslich der Rücklagen, zur Ansammlung und Ergänzung des Reservefonds nicht ausreichen, so müssen die Kassenleistungen bis auf den Mindestbetrag des Art. 14 des Gesetzes gemindert und die Beiträge zu Lasten der

Versicherten bis auf 3 pCt. des durchschnittlichen Tageslohnes erhöht werden. (Art. 47 des Gesetzes.)

Werden die Ausgaben auch dann noch durch die gewöhnlichen Einnahmen nicht gedeckt, so haben die Arbeitgeber die zur Deckung derselben erforderlichen Zuschüsse aus eigenen Mitteln zu leisten, für welche Zuschüsse sie auch bei späterem besseren Stand der Kasse keine Rückerstattung fordern können.

Ermässigung der Beiträge und Erhöhung der Kassenleistungen.

Art. 25. Ergiebt sich aus den Jahresabschlüssen, dass die Jahreseinnahmen die Jahresausgaben übersteigen, so ist, falls der Reservefonds das Doppelte der jährlichen Durchschnittsausgabe erreicht hat, entweder eine Ermässigung der Beiträge oder eine Erhöhung der Kassenleistungen herbeizuführen.

Allgemeine Bestimmungen über Beiträge und Kassenleistungen.

Art. 26. Die Mitglieder sind der Kasse gegenüber lediglich zu den durch dieses Statut festgestellten Beiträgen verpflichtet. Andere Beiträge dürfen von ihnen nicht erhoben werden.

Zu anderen Zwecken als den statutenmässigen Unterstützungen, der statutenmässigen Ansammlung und Ergänzung des Reservefonds, und der Deckung der Verwaltungskosten, dürfen Beiträge von den Versicherten nicht erhoben werden, und Verwendungen aus dem Vermögen der Kasse nicht erfolgen.

Organe der Kasse.

Art. 27. Organe der Kasse sind der Kassenvorstand und die Generalversammlung.

Zusammensetzung des Kassenvorstandes.

Art. 28. Der Vorstand der Kasse besteht :

- a) aus dem Betriebsunternehmer oder dessen Vertreter, als Vorsitzenden, und dem Kassenvorführer; letzterer wird vom Unternehmer auf die Dauer von zwei Jahren ernannt;
- b) aus fünf, von der Generalversammlung ohne Mitwirkung der Vertreter des Unternehmers aus der Mitte der stimmberechtigten Kassemitglieder auf die Dauer von zwei Jahren gewählten Beisitzern.

Der Vorstand wählt aus seiner Mitte auf die Dauer von zwei Jahren einen Vicepräsidenten.

Sobald die für Rechnung der Mitglieder zu zahlenden Beiträge fünf Siebentel der Gesamtheiträge übersteigen, ist bei der nächsten Wahl ein sechster Beisitzer und, sobald sie sechs Achtel übersteigen, ein siebenster Beisitzer zu wählen.

Die Wahl der Beisitzer kann durch Acclamation erfolgen, wenn im Schosse der Generalversammlung kein Einwand erhoben wird. Andernfalls ist sie geheim und erfolgt durch verdeckte Stimmzettel in der Weise, dass

jeder Wähler so viele Namen aufschreibt, als Vorstandsmitglieder zu wählen sind. Gewählt sind diejenigen, welche die meisten Stimmen erhalten. Stimmen, welche auf nicht Wählbare fallen, oder die Gewählten nicht deutlich bezeichnen, werden nicht mitgezählt. Bei Stimmengleichheit entscheidet das vom Vorsitzenden zu ziehende Loos.

Die Wahl wird vom Präsidenten des Vorstandes oder von einem zu diesem Zwecke bestellten Vertreter geleitet. Nur die erste Wahl nach Errichtung der Kasse, sowie spätere Wahlen, bei welchen ein Vorstand nicht vorhanden ist, werden von einem Beauftragten der Aufsichtsbehörde geleitet.

Jedes Jahr scheiden abwechselnd drei und resp. zwei Beisitzer aus. Die drei Beisitzer, welche am Ende des ersten Kalenderjahres ausscheiden, werden durch das Loos bestimmt. Die Neuwahl findet im Dezember statt. Die Gewählten treten ihr Amt am 1. Januar des folgenden Jahres an. Bis zum Eintritt derselben haben die Ausscheidenden ihr Amt weiter zu führen.

Scheiden mehr wie zwei Beisitzer vor Ablauf ihrer Amtsdauer aus, so muss alsbald eine Generalversammlung zur Ersatzwahl für alle ausgeschiedenen Beisitzer berufen werden. Die Amtsdauer der Ersatzwähler erlischt mit dem Jahre, mit welchem diejenige der ausgeschiedenen Beisitzer erloschen sein würde.

Ueber jede Wahlverhandlung ist ein Protokoll aufzunehmen.

Der Vorstand hat über jede Aenderung in seiner Zusammensetzung und über das Ergebnis jeder Wahl der Aufsichtsbehörde binnen einer Woche Anzeige zu erstatten.

Ist die Anzeige nicht erstattet, so kann die Aenderung dritten Personen nur dann entgegengesetzt werden, wenn bewiesen wird, dass sie letzteren bekannt war.

Rechte und Pflichten des Vorstandes.

Art. 29. Der Vorstand vertritt die Kasse gerichtlich und aussergerichtlich. Diese Vertretung erstreckt sich auf diejenigen Geschäfte und Rechtshandlungen, für welche nach den Gesetzen eine Spezialvollmacht erforderlich ist.

Verträge werden namens der Kasse von dem Vorsitzenden des Vorstandes und zwei Beisitzern vollzogen. Bei allen übrigen Rechtsgeschäften und Erklärungen vertritt der Vorsitzende den Vorstand nach aussen. Die Legitimation des Vorstandes oder seines Vorsitzenden bei allen Rechtsgeschäften wird durch eine Bescheinigung der Aufsichtsbehörde bewirkt.

Der Vorstand verwaltet alle Angelegenheiten der Kasse, soweit dieselben nicht durch Gesetz oder Statut ausdrücklich der Generalversammlung übertragen sind.

Der Vorsitzende beruft den Vorstand, so oft dies die Lage der Geschäfte erfordert. Er muss den Vorstand binnen zehn Tagen berufen, wenn zwei Beisitzer des

beantragen. Die Berufung erfolgt durch Zirkular. Der Vorstand ist beschlussfähig, wenn der Präsident oder der Vicepräsident und wenigstens drei Beisitzer anwesend sind. Die Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst; bei Stimmengleichheit entscheidet der Vorsitzende. Die Beschlüsse sind in einem besonderen Buche zu protokollieren.

Jedes Mitglied des Vorstandes ist berechtigt, den Gesundheitszustand der erkrankten Personen durch Besuche bei denselben zu prüfen. Desgleichen kann der Vorstand Krankenaufseher bestellen.

Die Vorstandsmitglieder versehen ihr Amt unentgeltlich.

Sie haften der Kasse für pflichtgetreue Verwaltung gemäss Art. 38 des Krankenversicherungsgesetzes.

Zusammensetzung der Generalversammlung.

Art. 30. Die Generalversammlung besteht:

Aus Vertretern der Kassenmitglieder und des Betriebunternehmers.

Auf je 20 Mitglieder wird ein Vertreter gewählt.

Ist die Zahl der Mitglieder nicht durch 20 theilbar, so ist für die überschüssende Zahl, wenn dieselbe 10 oder mehr beträgt, ein weiterer Vertreter zu wählen.

Die Zahl der zu wählenden Vertreter ist bei der Berufung der Wahlversammlung, welche drei Tage vor dem Wahltermin durch Anschlag in den Fabrikräumen erfolgen muss, anzugeben.

Wahlberechtigt und wählbar sind die grossjährigen, im Besitze der bürgerlichen Ehrenrechte befindlichen Kassenmitglieder, mit Ausschluss derjenigen, welche der Kasse auf Grund des Art. 3 Nr. 2 angehören.

Die Wahl erfolgt nach Massgabe der Bestimmungen im Art. 28, §§ 3 und 4.

Am Schlusse jedes Kalenderjahres scheidet die Hälfte der Vertreter aus. Die erstmalig Ausscheidenden werden durch das Loos bestimmt; die Neuwahlen finden im Dezember für das folgende Kalenderjahr statt.

Scheidet ein Vertreter vor Ablauf seiner Amtsdauer aus, so findet durch die Abtheilung, von welcher er gewählt war, für die übrige Zeit der Amtsdauer eine Neuwahl statt.

In der Generalversammlung führt jeder Vertreter der Kassenmitglieder eine Stimme. Die Vertreter des Arbeitgebers führen zusammen für je 40 in der Fabrik beschäftigte, versicherungspflichtige Kassenmitglieder eine Stimme, höchstens jedoch ein Drittel sämtlicher Stimmen.

Geschäftsordnung der General-Versammlung.

Art. 31. Die Generalversammlung wird vom Vorstande unter Angabe der Verhandlungsgegenstände durch einen mindestens drei Tage vorher zu bewirkenden Anschlag in den Fabrikräumen berufen.

Ordentliche Generalversammlungen finden statt:

1. im Dezember jeden Jahres zur Vornahme der Wahl des Revisionsausschusses und der theilweisen Neuwahlen für den Vorstand;

2. im April jeden Jahres zur Beschlussfassung über die Abnahme der Jahresrechnung.

Ausserordentliche Generalversammlungen beruft der Vorstand nach Bedürfnis. Die Berufung der Generalversammlung muss binnen vier Wochen erfolgen, wenn der zehnte Theil ihrer Mitglieder es beantragt.

Jede vorschriftsmässig berufene Generalversammlung ist beschlussfähig. Die Leitung der Generalversammlung steht dem Vertreter des Arbeitgebers zu.

Beschlüsse der Generalversammlung werden, soweit für einzelne Gegenstände durch dieses Statut nicht etwas anderes bestimmt ist, mit einfacher Stimmenmehrheit der in der Versammlung vertretenen Stimmen gefasst. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Art. 32. Ausser den von ihr vorzunehmenden Wahlen zum Vorstande, liegt der Generalversammlung ob:

1. Abnahme der Jahresrechnung und die Wahl eines Revisionsausschusses von drei Personen, welche nicht Kassenmitglieder zu sein brauchen, zur Prüfung der Jahresrechnung;

2. Beschlussnahme über die Verfolgung von Ansprüchen, welche der Kasse gegen Vorstandsmitglieder aus deren Amtsführung erwachsen, und die Wahl der damit zu beauftragenden Personen;

3. Regelung der freien ärztlichen Behandlung und der freien Lieferung von Arzneien nach Anordnung des Medizinalkollegiums;

4. Beschlussnahme über Abänderung des Statuts, namentlich auch über Abänderung der Unterstützungen und der Beiträge, soweit sie nicht statutenmässig in Form einer veränderten Festsetzung der durchschnittlichen Tagelöhne eintreten;

5. Beschlussnahme über Anträge des Arbeitgebers auf Auflösung der Kasse.

Bei der Beschlussnahme und bei den Wahlen zu 1 und 2 ruhen die Stimmen der Vertreter des Arbeitgebers. Die Verhandlungen werden in Abwesenheit der Vertreter des Arbeitgebers von einem von der Generalversammlung aus ihrer Mitte zu wählenden Vorsitzenden geleitet. Im Uebrigen finden auf die Vornahme dieser Wahlen die Bestimmungen im Art. 28 § 3 Anwendung.

Die Auflösung der Kasse kann nur mit zwei Drittel der vertretenen Stimmen beschlossen werden.

Streitigkeiten und Beschwerden.

Art. 33. Alle Beschwerden über Unterstützungszuwendungen sind schriftlich an den Vorstand zu richten, welcher an erster Stelle darüber zu entscheiden hat.

Im Uebrigen wird nach den im Art. 42 des Kranken-

Versicherungsgesetzes erlassenen Vorschriften verfahren. Beschwerden gegen Entschiede der Aufsichtsbehörde, über Verhängung von Ordnungsstrafen, sowie die Beschwerden auf dem Verwaltungswege, sind gemäss Art. 54 des Kranken-Versicherungsgesetzes zu behandeln.

Ist die Kasse gesinnt, von dem ihr zustehenden Rechte, Beschwerde gegen eine Entscheidung der Regierung einzulegen, Gebrauch zu machen (Art. 26 § 3 und Art. 45 § 2 des Kranken-Versicherungsgesetzes), so hat die Generalversammlung hierüber in der gewöhnlichen Form einen Beschluss zu fassen, und den Vorstand oder einen oder

mehrere Mitglieder desselben mit diesem Auftrag zu betrauen.

Beaufsichtigung der Kasse und Inkraftsetzung.

Art. 34. Die Aufsicht über die Kasse wird unter Oberaufsicht der Regierung von dem Gewerbe-Inspektor wahrgenommen.

Gegenwärtiges Statut ist von Hrn. Albert Reinhard zu Luxemburg, nach Anhörung der in seiner Fabrik zu Luxemburg beschäftigten Personen, aufgestellt worden. Dasselbe tritt mit dem künftigen 1. Dezember 1902 in Kraft.

Avis. — Association syndicale.

Conformément à l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1883, il sera ouvert du 27 novembre au 11 décembre 1902, dans la commune de Waldbillig, une enquête sur le projet et les statuts d'une association à créer pour travaux d'irrigation et d'assainissement à Waldbillig.

Le plan de situation, le devis détaillé des travaux, un relevé alphabétique des propriétaires intéressés, ainsi que le projet des statuts de l'association sont déposés au secrétariat communal de Waldbillig à partir du 27 novembre.

M. Even, membre de la Commission d'agriculture à Beaufort, est nommé commissaire à l'enquête. Il donnera les explications nécessaires aux intéressés, sur le terrain, le 11 décembre prochain, de 9 à 11 heures du matin, et recevra les réclamations le même jour, de 2 à 4 heures de relevée, à l'école communale de Waldbillig.

Luxembourg, le 11 novembre 1902.

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Association syndicale.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, l'association syndicale pour l'établissement d'un chemin d'exploitation au lieu dit «Im Schuckenbusch» à Oberdonven, dans la commune de Flaxweiler, a été autorisée.

Cet arrêté, ainsi qu'un double de l'acte d'as-

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Gemäß Art. 10 des Gesetzes vom 28. Dezember 1883 wird vom 27. November bis zum 11. Dezember k. in der Gemeinde Waldbillig eine Untersuchung abgehalten über das Projekt und die Statuten einer Genossenschaft für Be- und Entwässerungsarbeiten zu Waldbillig.

Der Situationsplan, der Kostenanschlag, ein alphabetisches Verzeichnis der beteiligten Eigentümer sowie das Projekt des Genossenschaftsstatutes sind auf dem Gemeindefekretariat von Waldbillig vom 27. November k. ab hinterlegt.

Hr. Even, Mitglied der Ackerbau-Commission zu Befort, ist zum Untersuchungscommissar ernannt. Die nötigen Erklärungen wird er den Interessenten am 11. Dezember k. von 9—11 Uhr Morgens an Ort und Stelle geben, und am selben Tage, von 2—4 Uhr Nachmittags, etwaige Einsprüche im Schulsaale zu Waldbillig entgegennehmen.

Luxemburg, den 11. November 1902.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
G y f f e n.*

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom 6. November d. J., ist die Syndikatsgenossenschaft für Anlage eines Feldweges am Ort genannt „Im Schuckenbusch“ zu Oberdonven, Gemeinde Flaxweiler, genehmigt worden.

Dieser Beschluß sowie ein Duplikat des Genos-

sociation sont déposés au Gouvernement et au secrétariat communal de Flaxweiler.

Luxembourg, le 6 novembre 1902.

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,*
EYSCHEN

Genossenschaftsaffären sind auf der Regierung und dem Gemeindefsekretariate zu Flaxweiler hinterlegt.

Luxemburg, den 6. November 1902.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,*
Eyschen.

Avis. — Caisse d'épargne.

Par arrêté ministériel en date de ce jour, les agents des postes à Bettborn et à Rosport ont été chargés de faire des opérations comptables pour la Caisse d'épargne à partir du 1^{er} janvier prochain.

Ces bureaux sont accessibles tous les jours pendant les heures ordinaires de service pour les opérations de la Caisse d'épargne.

Luxembourg, le 7 novembre 1902.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Bekanntmachung. — Sparkasse.

Durch Ministerial-Beschluß vom heutigen Tage sind die Postagenten zu Bettborn und Rosport beauftragt worden, vom 1. Januar künftighin Operationen für Rechnung der Sparkasse vorzunehmen.

Diese Aemter sind jeden Tag während der gewöhnlichen Dienststunden für den Sparkassendienst geöffnet.

Luxemburg, den 7. November 1902.

Der General Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t .

Caisse d'épargne. — A la date du 8 novembre 1902, le livret N° 78293 a été déclaré perdu. — Le porteur du dit livret est invité à le présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne, et à faire valoir ses droits. Faute par le porteur de ce faire dans le dit délai, le livret en question sera déclaré annulé et remplacé par un nouveau.

Par décision ministérielle en date du même jour, les livrets N° 22126/37731, 94306, 96239 ont été annulés et remplacés par des nouveaux.

Luxembourg, le 13 novembre 1902.

Caisse d'épargne. — Situation au 1^{er} novembre 1902.

Dépôts effectués durant le mois d'octobre 1902	fr. 781,723 99
Remboursements effectués	» 397,972 11
Excédent des dépôts	fr. 383,751 88
Dépôts effectués depuis le 1 ^{er} janvier 1902 au 1 ^{er} octobre 1902	fr. 8,107,873 06
Remboursements effectués	» 3,641,983 54
Excédent des dépôts	fr. 4,465,887 52
Avoir des déposants au 1 ^{er} janvier 1902, les intérêts de 1901 compris	» 22,571,773 15
Intérêts bonifiés sur les livrets soldés depuis le 1 ^{er} janvier 1902	» 14,960 70
Total des dépôts	fr. 27,436,373 25
Nombre de livrets existants au 1 ^{er} janvier 1902	37419
Livrets nouveaux ouverts depuis le	» 5530
Livrets soldés depuis le	» 2899
Excédent des livrets nouveaux	2631
Total des livrets en cours	40050